

**MESSAGE N° 258**  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi inscrivant**  
**le partenariat enregistré dans la législation**  
**cantonale**

25 avril 2006

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi inscrivant le partenariat enregistré dans la législation cantonale.

Ce projet met en œuvre la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (loi sur le partenariat; LPart), qui a été acceptée en votation populaire le 5 juin 2005. Il met également en œuvre l'article 14 al. 2 de la Constitution cantonale du 16 mai 2004, qui garantit le droit des couples de même sexe de faire officiellement enregistrer leur partenariat. Il est du reste annoncé comme projet impératif dans le programme législatif de mise en œuvre de cette Constitution (cf. rapport N° 170 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la mise en œuvre de la nouvelle Constitution cantonale, en: *BGC* 2004 p. 1716ss).

Le présent message est structuré de la manière suivante:

1. Présentation générale de la loi fédérale sur le partenariat enregistré
2. Introduction du partenariat enregistré dans la législation cantonale
3. Technique de modification des lois existantes
4. Personnes menant de fait une vie de couple
5. Commentaire du projet de loi
6. Résultat de la procédure de consultation
7. Répartition des tâches Etat–communes
8. Constitutionnalité et conformité au droit fédéral et européen
9. Conséquences financières et en personnel

**1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA LOI**  
**FÉDÉRALE SUR LE PARTENARIAT**  
**ENREGISTRÉ**

La loi fédérale sur le partenariat enregistré crée le partenariat enregistré. Il s'agit d'une institution juridique nouvelle visant à permettre à deux personnes du même sexe n'ayant pas de lien de parenté en ligne directe et n'étant pas frères ou sœurs de donner un cadre juridique à leur relation de couple.

Conformément à la loi sur le partenariat, le partenariat enregistré devant l'officier de l'état civil. L'état civil des personnes qui font enregistrer officiellement leur partenariat est «lié par un partenariat enregistré» (art. 2 al. 3 LPart). Ces personnes s'engagent à mener une vie de couple et à assumer l'une envers l'autre les droits et les devoirs découlant du partenariat enregistré (art. 2 al. 2 LPart).

La réglementation de ces droits et devoirs s'inspire fortement de ceux découlant du mariage. Ainsi, les partenaires se doivent mutuellement assistance et respect (art. 12 LPart); ils contribuent, chacun selon ses facultés, à l'entretien de la communauté (art. 13 LPart); ils prennent ensemble les décisions relatives à leur demeure commune (art. 14 LPart). Comme les époux, les partenaires enregistrés peuvent, en cas de conflit concernant des ques-

tions importantes pour la communauté, recourir au juge (art. 13 al. 2 et 3, art. 14 al. 2, art. 15 al. 2 let. a et al. 4, art. 16 al. 2, etc.). Les rapports patrimoniaux des partenaires enregistrés sont soumis à un régime qui correspond matériellement à celui de la séparation de biens (art. 18 LPart). Les partenaires peuvent toutefois convenir, par acte authentique, d'une réglementation spéciale pour le cas de la dissolution de leur partenariat et, par exemple, prévoir d'appliquer les règles du régime de la participation aux acquêts (art. 25 LPart).

Les partenaires enregistrés ne sont pas autorisés à adopter un enfant, ni à recourir à la procréation médicalement assistée (art. 28 LPart). Pour le reste, la loi sur le partenariat et les modifications des lois fédérales qui l'accompagnent leur donnent un statut analogue à celui des personnes mariées, en particulier en droit successoral et en droit fiscal, ainsi que dans le domaine des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle. On peut toutefois signaler que l'enregistrement du partenariat des personnes concernées n'a pas d'effet sur leur nom, ni sur leur droit de cité cantonal et communal.

Les cas de dissolution du partenariat enregistré sont le décès, la déclaration d'absence, l'annulation et la dissolution judiciaire. Les règles de la loi sur le partenariat régissant ces deux derniers cas de dissolution sont très proches de celles applicables aux annulations des mariages et aux divorces (cf. art. 9 à 11 et 29 à 35 LPart). La loi sur le partenariat précise à cet égard que les dispositions relatives à la procédure de divorce s'appliquent par analogie à la dissolution judiciaire des partenariats enregistrés (art. 35). En ce qui concerne les conditions de la dissolution, la loi sur le partenariat prévoit la dissolution sur requête commune (qui se distingue du divorce sur requête commune par l'absence de délai de réflexion de deux mois) et la dissolution sur demande unilatérale qui peut être exigée par l'un des partenaires lorsqu'ils ont vécu séparés pendant un an au moins. Le législateur fédéral a jugé que la brièveté de ce délai rend superflue l'adoption d'une cause de dissolution analogue à celle qui existe en cas de rupture du lien conjugal.

**2. INTRODUCTION DU PARTENARIAT**  
**ENREGISTRÉ DANS LA LÉGISLATION**  
**CANTONALE**

La présente loi a pour objet d'inscrire le partenariat enregistré dans la législation cantonale. Cette intégration comprend deux aspects.

Le premier aspect vise à permettre la mise en œuvre de la loi sur le partenariat en désignant par exemple les autorités compétentes et en adaptant la législation cantonale d'exécution aux modifications des lois fédérales prévues par la loi sur le partenariat.

Le second volet est celui de l'intégration du partenariat enregistré dans le droit cantonal autonome. Dans les domaines qui ne sont pas de sa compétence, la Confédération ne peut pas prescrire aux cantons de réaliser l'égalité entre les partenariats enregistrés et les mariages. Cela ne signifie toutefois pas que le législateur cantonal soit totalement libre. Les dispositions qu'il adopte ne doivent pas aller à l'encontre du droit privé fédéral, ni en rendre l'application notablement plus difficile. Ces dispositions doivent par ailleurs respecter l'article 8 al. 2 de la Constitution fédérale énonçant le principe de l'interdiction de la discrimination d'une personne en raison de son mode de vie.

Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral (ATF 126 II 377ss, citée dans le message du Conseil fédéral sur la loi sur le partenariat, FF 2002 p. 1208), il y a discrimination au sens de l'article 8 al. 2 de la Constitution fédérale lorsqu'une personne subit une inégalité de traitement uniquement en raison de son appartenance à un groupe (...) qui a été marginalisée ou dépréciée dans le passé et dans la réalité sociale contemporaine. La discrimination est un genre qualifié d'inégalité de traitement par rapport à des personnes se trouvant dans des situations comparables, qui a pour effet de désavantager une personne, en la rabaisant ou en la marginalisant, à travers la mise en exergue d'une caractéristique faisant partie intégrante de son identité et à laquelle elle ne peut pas renoncer, ou avec difficulté seulement. Le principe de non-discrimination ne rend pas absolument inadmissible la mise en exergue d'une caractéristique, mais il existe une présomption que cette mise en exergue constitue «une différenciation inadmissible». Les inégalités qui en découlent doivent en conséquence être justifiées «de manière qualifiée».

Dans ce contexte juridique, la marge de manœuvre dont dispose le législateur cantonal est très réduite. Pour cette raison et pour des motifs de clarté de la législation, il paraît judicieux et opportun de traiter systématiquement les partenaires enregistrés comme des époux dans toute la législation cantonale.

### **3. TECHNIQUE DE MODIFICATION DES LOIS EXISTANTES**

Il convient de modifier les dispositions actuelles qui confèrent un statut particulier aux personnes mariées de manière à supprimer les différences de traitement entre ces personnes et les futurs partenaires enregistrés. D'un point de vue technique, les modifications législatives sont introduites dans le projet de deux manières différentes. Lorsque les modifications à apporter ont un caractère ponctuel, il suffit de compléter les dispositions concernées en mentionnant les partenaires enregistrés à côté des conjoints. En revanche, lorsque la portée des modifications est plus étendue, comme c'est par exemple le cas en matière fiscale, il est préférable d'introduire, au début des actes concernés, une clause générale selon laquelle les partenaires enregistrés sont traités comme des époux.

### **4. PERSONNES MENANT DE FAIT UNE VIE DE COUPLE**

La Confédération a saisi l'occasion de l'adoption de la loi sur le partenariat pour introduire la notion de «personnes menant de fait une vie de couple» dans les dispositions fédérales régissant les incompatibilités, les motifs de récusation et le droit de refuser de témoigner. Cette notion englobe les relations de type matrimonial entre deux personnes du même sexe ou de sexe différent qui n'ont pas conclu de mariage ou de partenariat enregistré.

Le présent projet se limite pour sa part à étendre les cas d'incompatibilités, les motifs de récusation et le droit de refuser de témoigner aux partenaires enregistrés. La prise en compte de la situation particulière des concubins, de même sexe ou de sexe différent, devrait en effet intervenir dans le cadre d'un réexamen général ultérieur de la réglementation actuelle applicable en la matière (cf. aussi ci-dessous chiffre 6.1).

## **5. COMMENTAIRE DU PROJET DE LOI**

### **Article 1**

Le projet a une double portée: d'une part, il exécute la loi sur le partenariat; d'autre part, il détermine les effets du partenariat enregistré dans le droit cantonal autonome. La mise en œuvre de la loi sur le partenariat est effectuée par les articles 2 et 3 et par quelques modifications annoncées à l'article 4. Les effets du partenariat sur le droit cantonal sont réglés par les autres modifications annoncées à cet article 4.

### **Article 2**

Conformément au système retenu par le droit fédéral, l'article 2 du projet renvoie à la législation sur l'état civil s'agissant de la procédure d'enregistrement des partenariats. La loi sur le partenariat crée en effet un nouvel état civil: «lié par un partenariat enregistré» (art. 2 al. 3 LPart; cf. aussi ci-dessus ch. 1) et précise qu'il incombe à l'officier de l'état civil d'enregistrer la déclaration de volonté des deux partenaires et de leur faire signer l'acte de partenariat (art. 7 LPart).

Les dispositions concernées seront insérées dans le règlement sur l'état civil, sous réserve toutefois des questions relatives aux locaux et au moment où seront enregistrés ces partenariats (cf. art. 12 et 28 de la loi sur l'état civil modifiés par le projet).

A signaler que les dispositions d'exécution que doit édicter le Conseil fédéral en la matière en vertu de l'article 8 LPart ne sont pas encore adoptées.

### **Article 3**

Outre l'adoption des dispositions applicables à l'enregistrement des partenariats prévue à l'article 2 et les adaptations de la législation d'exécution prévues à l'article 4, la mise en œuvre de la loi sur le partenariat exige du législateur cantonal qu'il désigne les autorités compétentes dans les cas prévus par cette loi: refus du représentant légal d'un interdit de consentir au partenariat, annulation, litige portant sur les effets du partenariat et dissolution judiciaire (cf. art. 3, 9 et 10, 13 à 17, 22, 27, 29 et 32 LPart). Compte tenu de la similitude des dispositions de la loi sur le partenariat et de celles du code civil régissant le mariage et le divorce, il convient de régler les litiges survenant entre partenaires enregistrés selon les dispositions applicables aux époux (art. 36 à 60 LACC).

On pourrait en soi imaginer de répéter les règles de la loi d'application du code civil dans le projet. Cette solution serait toutefois inutilement lourde d'un point de vue formel. En cas de modifications ultérieures, elle présenterait en outre un risque de divergences entre la réglementation applicable aux conjoints d'une part et celle applicable aux partenaires enregistrés d'autre part.

On pourrait également penser à adapter la loi d'application du code civil de manière à y intégrer les partenaires enregistrés. Cette solution doit cependant être écartée, car les règles fédérales régissant le partenariat enregistré ne sont pas insérées dans le code civil, mais dans une loi indépendante. De plus, il serait difficile d'insérer les règles d'exécution relatives au partenariat enregistré dans la structure de la loi d'application du code civil: ce partenariat ne permettant pas de fonder une famille (cf. ci-dessus

ch. 1), il ne doit pas être réglé dans la subdivision consacrée au droit de la famille.

La solution retenue dans le projet consiste par conséquent à prévoir une application analogique des articles déterminants de la loi d'application du code civil. Elle s'inspire à cet égard de la méthode adoptée par le législateur fédéral. La loi sur le partenariat prévoit en effet que les dispositions applicables à la procédure de divorce sont applicables par analogie à la dissolution judiciaire du partenariat (art. 35). Il est important de souligner que, selon le Conseil fédéral, ce renvoi comprend non seulement les dispositions du code civil relatives à la procédure de divorce mais également les dispositions cantonales de procédure en la matière (cf. message du Conseil fédéral, FF 2002 p. 1249). Il va de soi que l'application analogique proposée doit tenir compte des particularités du partenariat enregistré. Ainsi, la loi sur le partenariat n'a pas repris le système du délai de réflexion applicable en cas de divorce sur requête commune (cpr art. 111 CC); l'article 41 LACC, qui énonce les règles de procédure applicables à ce délai, ne s'applique donc pas aux partenaires enregistrés. Par ailleurs, les dispositions concernant les enfants des conjoints ne leur sont pas non plus applicables, puisque, de par le droit fédéral, ils n'ont pas la possibilité d'adopter des enfants, ni d'avoir recours aux méthodes de procréation médicalement assistée. Ces particularités sont expressément réservées à l'article 3 pour des raisons didactiques.

#### **Article 4**

L'article 4 énonce la liste des actes contenant des dispositions qui doivent être modifiées afin de garantir l'égalité de traitement entre les partenaires enregistrés et les époux. Compte tenu de leur nombre, les modifications elles-mêmes sont insérées dans l'annexe de la loi.

La plupart de ces modifications n'appellent pas de commentaire particulier: elles assimilent simplement les partenaires enregistrés à des époux. Dans certains cas, cette assimilation nécessite des adaptations grammaticales ou une nouvelle formulation de la disposition, qui n'ont cependant aucune incidence sur le contenu matériel des dispositions concernées. Les modifications de ce type sont uniquement mentionnées pour mémoire dans le présent message.

Les modifications qui présentent certaines particularités sont en revanche explicitées ci-dessous.

#### **1. Loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1)**

Les modifications des articles 6 et 7 n'appellent pas de commentaire particulier.

A l'article 8, le remplacement du «livret de famille» par un «certificat de famille» tient compte du fait que, à la suite de l'introduction du système Infostar, l'état civil ne délivre plus de livrets de famille aux nouveaux époux. Ces livrets sont remplacés par des certificats de famille qui se présentent sous la forme d'une simple feuille de format A4.

Par ailleurs, l'article 8 reprend, pour les partenaires enregistrés, l'expression «certificat de partenariat» utilisée dans le projet de modification de l'ordonnance fédérale sur les émoluments en matière d'état civil, qui sera selon toute vraisemblance adoptée dans le courant de l'année.

#### **2. Loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (RSF 115.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

#### **3. Loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) (RSF 122.0.1)**

Le présent projet profite de l'insertion du motif de récusation fondé sur l'existence d'un partenariat enregistré pour combler une lacune. L'article 15 al. 2 de la loi actuelle omet de mentionner les conjoints, qui ne sont, du point de vue juridique, pas des parents, ni des alliés des personnes en cause.

#### **4. Loi du 15 juin 2004 relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux (RSF 122.1.3)**

Le législateur fédéral traite les partenaires enregistrés comme des conjoints dans le domaine de la prévoyance professionnelle. Compte tenu de ce fait et de la jurisprudence du Tribunal fédéral relative à l'article 8 al. 2 de la Constitution fédérale (cf. ci-dessus ch. 2), il ne serait pas admissible de régler, dans la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux, le statut des partenaires enregistrés survivants différemment de celui des conjoints survivants. Cette loi doit donc être adaptée en conséquence.

La mise sur pied d'égalité des partenaires enregistrés et des conjoints a des incidences sur l'ensemble de la loi. Pour éviter d'inutiles lourdeurs, il est préférable de renoncer à adapter toutes les dispositions de manière individuelle. Il faut reprendre la solution, également retenue par le législateur fédéral, consistant à préciser, dans une clause générale située au début de l'acte, que les partenaires enregistrés ont le même statut que les époux.

#### **5. Loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers) (RSF 122.70.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

#### **6. Loi du 29 septembre 1993 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RSF 122.73.1)**

L'article 38a précise que seuls les partenaires enregistrés conformément au droit fédéral sont traités comme des époux. Les partenariats enregistrés en vertu de certains droits cantonaux avant l'entrée en vigueur de la loi sur le partenariat ne sont pas visés par cette disposition. Cette précision est nécessaire pour éviter d'éventuelles difficultés d'interprétation en lien avec les articles 83 al. 1 let. b et 117 al. 1 de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

#### **7. Loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**8. Loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**9. Loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1)**

La modification de l'article 55 al. 3 let. b n'appelle pas de commentaire particulier.

Les articles 65 al. 1 et 73 al. 2 contiennent actuellement une lacune. En effet, l'alliance est le rapport existant entre une personne et les parents de son conjoint (cf. art. 21 al. 1 CC). Les articles 65 al. 1 et 73 al. 2 visent manifestement non seulement les parents du conjoint, mais aussi le conjoint lui-même. Il faut profiter du présent projet pour combler cette lacune.

**10. Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) (RSF 150.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**11. Loi du 24 avril 1990 d'organisation du Tribunal administratif (LOTA) (RSF 151.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**12. Loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Églises et l'Etat (RSF 190.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**13. Loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**14. Loi du 27 février 1986 sur l'état civil (RSF 211.2.1)**

L'article 12 est adapté conformément au système retenu par le Conseil fédéral dans le projet de révision de l'ordonnance sur l'état civil en vue de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur le partenariat enregistré mis en consultation en janvier 2006. Comme le souligne le Conseil fédéral dans son rapport explicatif, «l'enregistrement doit avoir lieu dans une salle permettant de garantir le caractère public de la cérémonie [...]. Comme en matière de mariage, il n'est pas concevable de procéder à un enregistrement en un lieu ouvert. La salle affectée aux mariages remplit les conditions prescrites [par l'ordonnance] et sera ainsi normalement utilisée. [...] La restriction de l'utilisation de la salle des mariages aux seuls mariages civils ne se justifie guère, ne serait-ce que pour des considérations pratiques. [...]».

La modification de l'article 28 n'appelle pas de commentaire particulier.

**15. Loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (LABLF) (RSF 222.3.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**16. Loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (RSF 222.4.3)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**17. Loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1)**

La modification des articles 6 al. 1 let. e et 21 al. 2 let. a n'appelle pas de commentaire particulier.

La modification totale de l'article 58 est purement formelle et vise l'harmonisation de la présentation des versions allemande et française.

**18. Code du 28 avril 1953 de procédure civile (RSF 270.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**19. Loi du 11 mai 1891 concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (RSF 28.1)**

L'article 36 al. 1 let. a de la loi concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite doit être complété par la mention des partenaires enregistrés conformément à la modification de l'article 111 de cette loi fédérale prévue par la loi sur le partenariat.

Il faut également adapter le reste de l'article 36 al. 1 let. a à la terminologie fédérale actuelle en remplaçant l'expression «femme mariée» par «conjoint».

**20. Code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (CPP) (RSF 32.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

**21. Loi du 28 novembre 1990 sur les bourses et prêts de formation (RSF 44.1)**

Les modifications proposées découlent de l'article 27 al. 1 de la loi sur le partenariat. Selon cet article, si l'un des partenaires a des enfants issus d'une union hétérosexuelle antérieure, l'autre partenaire est tenu de l'assister dans l'accomplissement de son obligation d'entretien.

**22. Loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1)**

L'assimilation des partenaires enregistrés aux époux, introduite dans un nouvel article 2a, est dictée par la révision de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs. Le législateur fédéral entend traiter de manière absolument identique le mariage et le partenariat enregistré sur le plan fiscal, indépendamment des répercussions financières en faveur ou à la charge des partenaires.



L'introduction d'une clause générale dans le nouvel article 2a permet de régler les questions que pose l'égalité de traitement entre le mariage et le partenariat enregistré dans cette loi, sous réserve d'un problème lié à la succession fiscale. Comme le droit matrimonial ne connaît pas les conventions sur les biens au sens de l'article 25 LPart, il faut, pour des raisons de sécurité du droit, prévoir une réglementation spéciale sur ce point (cf. art. 12 al. 3 du projet de modification). Sinon, il serait possible que de telles conventions soient conclues au détriment du fisc. A signaler que l'article 12 al. 3 correspond à la disposition retenue pour régler ce point dans la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct.

### **23. Loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1)**

La modification de l'article 9 al. 3<sup>bis</sup> n'appelle pas de commentaire particulier.

D'un point de vue matériel, il est légitime de ne pas exempter les partenaires enregistrés de l'impôt personnel (art. 14 al. 3 let. b du projet). Si, dans les couples de partenaires formés de deux femmes, celles-ci étaient traitées comme deux femmes mariées, on créerait de nouvelles inégalités: les partenaires enregistrées seraient placées dans une situation plus favorable que les conjoints.

### **24. Loi du 1<sup>er</sup> mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1)**

Bien que la liberté de manœuvre des cantons soit plus étendue s'agissant des impôts indirects que des impôts directs, il est opportun de donner aux partenaires enregistrés un statut analogue à celui des conjoints dans le domaine des droits de mutation et des droits sur les gages immobiliers (cf. art. 9 al. 2 du projet de modification). L'article 8 al. 2 de la Constitution fédérale consacre en effet le principe de la non-discrimination d'une personne en raison de son mode de vie et son interprétation par le Tribunal fédéral ne laisse en fait que peu de liberté aux cantons (cf. également ci-dessus ch. 2).

### **25. Loi du 4 mai 1934 sur les droits d'enregistrement (RSF 635.2.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

### **26. Loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1)**

L'article 5 est modifié pour tenir compte des dispositions de la loi sur le partenariat qui prévoient une obligation d'entretien pour les partenaires enregistrés (art. 13 et 27 al. 1).

La modification de l'article 10 n'appelle pas de commentaire particulier.

### **27. Loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1)**

L'obligation d'entretien indirecte envers les enfants du partenaire prévue à l'article 27 LPart justifie que les enfants du partenaire soient assimilés aux enfants du

conjoint de l'ayant droit aux allocations familiales (art. 7 let. c).

La modification de l'article 9 al. 2 n'appelle pas de commentaire particulier.

### **28. Loi du 6 juin 1991 sur les allocations de maternité (RSF 836.3)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

### **29. Loi du 24 novembre 1995 d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LALAMal) (RSF 842.1.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

### **30. Loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

### **31. Loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED) (RSF 952.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

### **32. Loi du 22 novembre 1988 sur la Banque cantonale de Fribourg (RSF 961.1)**

Cette modification n'appelle pas de commentaire particulier.

#### **Article 5**

La loi inscrivant le partenariat enregistré dans la législation cantonale doit entrer en vigueur à la même date que la loi sur le partenariat, à savoir le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## **6. RÉSULTAT DE LA PROCÉDURE DE CONSULTATION**

L'avant-projet de loi inscrivant le partenariat enregistré dans la législation cantonale a été mis en consultation auprès des partis politiques, des Directions du Conseil d'État et de certains de leurs services directement concernés par la révision, ainsi qu'auprès des organisations intéressées (Association fribourgeoise homosexuelle mixte SARIGAI et Queer Organisation de l'Université de Fribourg LAGO). Il a été très bien accueilli. Deux questions soulevées dans la consultation méritent toutefois d'être relevées dans le présent message.

### **6.1 Personnes menant de fait une vie de couple**

Deux participants ont regretté que le projet ne soit pas mis à profit pour régler la situation des concubins, à l'image de ce qui a été fait en droit fédéral. Le projet s'en tient néanmoins à la solution retenue pour la consultation. Une analyse plus approfondie des dispositions qui devraient être modifiées si on entendait insérer la notion de «personnes menant de fait une vie de couple» dans les

dispositions sur les incompatibilités, les motifs de récusation et le droit de refuser de témoigner a confirmé que l'on ne peut pas se borner à introduire purement et simplement cette notion dans les règles existantes. Il est indispensable de revoir de manière globale l'ensemble de cette question, compte tenu notamment de l'évolution de la perception des liens familiaux intervenue depuis l'adoption des dispositions en cause. Cette exigence implique un important travail qui ne pourra pas être réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007, date à laquelle doivent entrer en vigueur les règles sur le partenariat enregistré.

## 6.2 Modification de la loi sur l'état civil

Pour prendre en considération toutes les opinions émises lors de la consultation, le projet n'utilise pas les termes «célébration» et «cérémonie» en relation avec le partenariat enregistré. La détermination des locaux dans lesquels sont enregistrés les partenariats se réfère aux dispositions prévues dans la révision de l'ordonnance sur l'état civil (à ce sujet, cf. ci-dessus commentaire relatif au projet de modification de l'article 12 de la loi sur l'état civil).

## 7. RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT- COMMUNES

Le projet n'a aucune incidence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. A titre indicatif, on peut signaler que les communes devront également inscrire les règles sur le partenariat enregistré dans leur éventuelle réglementation.

## 8. CONSTITUTIONNALITÉ ET CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET EUROPÉEN

L'article 14 al. 2 de la Constitution cantonale garantit le droit des couples de même sexe de faire enregistrer leur partenariat. Le présent projet remplit les exigences de cette disposition.

Ce projet est naturellement conforme au droit fédéral qui, lui-même, est en accord avec la réglementation européenne.

## 9. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Comme le signale le Conseil fédéral dans son message (FF 2002 p. 1268), le partenariat enregistré ne joue qu'un rôle marginal dans les pays qui l'ont déjà introduit. On ignore cependant ce qu'il en sera à l'avenir, mais il ne faut pas s'attendre à un changement radical de la situation dans les prochaines années.

Compte tenu de ces éléments, on peut partir de l'idée que les répercussions financières du partenariat enregistré, en particulier dans le domaine fiscal, seront minimes. La mise en œuvre de ce partenariat nécessitera des mesures techniques, principalement l'adaptation de logiciels informatiques dans les domaines de l'état civil, du contrôle des habitants, des impôts et des assurances sociales. La charge supplémentaire de travail qui en découlera pourra toutefois être absorbée par les unités concernées, sans augmentation de l'effectif.

## BOTSCHAFT Nr. 258 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Einführung der eingetragenen Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung

25. April 2006

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf zur Einführung der eingetragenen Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung.

Dieser Entwurf führt das Bundesgesetz über die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare (Partnerschaftsgesetz; PartG) aus, das am 5. Juni 2005 vom Schweizer Stimmvolk angenommen wurde. Zudem setzt er Artikel 14 Abs. 2 der Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004 um, der gleichgeschlechtlichen Paaren das Recht gewährt, ihre Partnerschaft offiziell eintragen zu lassen. Er wurde im Übrigen im Gesetzgebungsprogramm für die Umsetzung dieser Verfassung als zwingendes Projekt angekündigt (siehe Bericht Nr. 170 des Staatsrates an den Grossen Rat über die Umsetzung der neuen Kantonsverfassung, in: *TGR* 2004 S. 1726ff.).

Die vorliegende Botschaft ist folgendermassen gegliedert:

1. Allgemeine Präsentation des Bundesgesetzes über die eingetragene Partnerschaft
2. Einführung der eingetragenen Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung
3. Änderungstechnik für bestehende Gesetze
4. Faktische Lebensgemeinschaften
5. Erläuterungen zum Gesetzesentwurf
6. Ergebnisse des Vernehmlassungsverfahrens
7. Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden
8. Verfassungsmässigkeit und Übereinstimmung mit dem Bundes- und Europarecht
9. Finanzielle und personelle Auswirkungen

### 1. ALLGEMEINE PRÄSENTATION DES BUNDESGESETZES ÜBER DIE EINGETRAGENE PARTNERSCHAFT

Das Bundesgesetz über die eingetragene Partnerschaft führt die eingetragene Partnerschaft ein. Es handelt sich um ein neues Rechtsinstitut, das es zwei Personen gleichen Geschlechts, die nicht direkt miteinander verwandt sind und weder Brüder noch Schwestern sind, ermöglicht, ihre Beziehung rechtlich abzusichern.

Gemäss Partnerschaftsgesetz wird die eingetragene Partnerschaft beim Zivilstandsbeamten beurkundet. Der Personenstand von Personen, die ihre Partnerschaft offiziell beurkunden lassen, lautet «in eingetragener Partnerschaft» (Art. 2 Abs. 3 PartG). Diese Personen verbinden sich damit zu einer Lebensgemeinschaft mit gegenseitigen Rechten und Pflichten (Art. 2 Abs. 2 PartG).

Die Regelung dieser Rechte und Pflichten orientiert sich stark an denjenigen, die sich aus der Ehe ergeben. So leisten die beiden Partnerinnen oder Partner einander Beistand und nehmen aufeinander Rücksicht (Art. 12 PartG); sie sorgen gemeinsam nach ihren Kräften für den gebührenden Unterhalt ihrer Gemeinschaft (Art. 13 PartG); sie verfügen zusammen über ihre gemeinsame Wohnung

(Art. 14 PartG). Wie die Ehepartner können auch eingetragene Partnerinnen oder Partner im Konfliktfall bei wichtigen Fragen für die Gemeinschaft das Gericht anrufen (Art. 13 Abs. 2 und 3, Art. 14 Abs. 2, Art. 15 Abs. 2 Bst. a und Abs. 4, Art. 16 Abs. 2 usw.). Vermögensrechtlich unterstehen die eingetragenen Partnerinnen oder Partner einer Regelung, die materiell der Gütertrennung des Eherechts entspricht (Art. 18 PartG). Die beiden Partnerinnen oder Partner können indes in einem Vermögensvertrag eine besondere Regelung vereinbaren für den Fall, dass die eingetragene Partnerschaft aufgelöst wird und beispielsweise vereinbaren, dass die Bestimmungen über die Errungenschaftsbeteiligung angewandt werden (Art. 25 PartG).

Personen, die in einer eingetragenen Partnerschaft leben, sind weder zur Adoption noch zu fortpflanzungsmedizinischen Verfahren zugelassen (Art. 28 PartG). Im Übrigen verleihen ihnen das Partnerschaftsgesetz und die damit verbundenen Änderungen bestehender Bundesgesetze einen ähnlichen Status wie denjenigen von verheirateten Personen, namentlich hinsichtlich des Erb- und Steuerrechts sowie im Bereich der Sozialversicherungen und der beruflichen Vorsorge. Allerdings ist darauf hinzuweisen, dass die Eintragung der Partnerschaft dieser Personen keinerlei Auswirkungen auf deren Namen noch auf deren kantonales oder kommunales Bürgerrecht hat.

Aufgelöst wird die eingetragene Partnerschaft durch Tod, Verschollenenerklärung, Ungültigkeit und gerichtliche Auflösung. Die Regelungen des Partnerschaftsgesetzes bei Ungültigkeit und gerichtlicher Auflösung sind denjenigen, welche auf die Ungültigkeit von Ehen und auf Scheidungen anzuwenden sind, sehr ähnlich (siehe Art. 9 bis 11 und 29 bis 35 PartG). Das Partnerschaftsgesetz präzisiert dazu, dass die Bestimmungen über das Scheidungsverfahren sinngemäss auf das Auflösungsverfahren von eingetragenen Partnerschaften anwendbar sind (Art. 35). Bei den Voraussetzungen für eine Auflösung der eingetragenen Partnerschaft sieht das Partnerschaftsgesetz die Auflösung auf gemeinsames Begehren (die sich von der Scheidung auf gemeinsames Begehren durch das Fehlen der zweimonatigen Bedenkzeit unterscheidet) oder die Auflösungsklage, die jeder Partnerin oder jeder Partner verlangen kann, wenn die Partnerinnen oder Partner seit mindestens einem Jahr getrennt leben, vor. Der Bundesgesetzgeber war der Ansicht, dass aufgrund dieser kurzen Frist auf die Aufnahme eines Auflösungsgrundes im Sinne der Unzumutbarkeit verzichtet werden kann.

## **2. EINFÜHRUNG DER EINGETRAGENEN PARTNERSCHAFT IN DIE KANTONALE GESETZGEBUNG**

Gegenstand dieses Gesetzes ist die Einführung der eingetragenen Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung. Diese Einführung umfasst zwei Aspekte.

Der erste Aspekt zielt darauf ab, die Umsetzung des Partnerschaftsgesetzes zu ermöglichen, indem beispielsweise die zuständigen Behörden bezeichnet und die kantonale Ausführungsgesetzgebung den vom Partnerschaftsgesetz vorgesehenen Änderungen der Bundesgesetze angepasst werden.

Der zweite Aspekt besteht in der Aufnahme der eingetragenen Partnerschaft in das eigenständige kantonale Recht. Ausserhalb seines Zuständigkeitsbereiches kann der Bund den Kantonen nicht vorschreiben, die Gleich-

stellung der eingetragenen Partnerschaften mit den Ehen umzusetzen. Das bedeutet indes nicht, dass der kantonale Gesetzgeber sämtliche Freiheiten besitzt. Die von ihm verabschiedeten Bestimmungen dürfen weder dem eidgenössischen Privatrecht widersprechen, noch dessen Anwendung beträchtlich erschweren. Diese Bestimmungen müssen zudem Artikel 8 Abs. 2 der Bundesverfassung gerecht werden, der den Grundsatz aufstellt, dass eine Person nicht wegen ihrer Lebensform diskriminiert werden darf.

Nach der Rechtsprechung des Bundesgerichts (BGE 126 II 377ff. zitiert in der Botschaft des Bundesrates über das Partnerschaftsgesetz, BB1 2002 S. 1305) liegt eine Diskriminierung gemäss Artikel 8 Abs. 2 BV dann vor, wenn eine Person rechtungleich behandelt wird, und zwar allein aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu einer bestimmten Gruppe (...), welche historisch und in der gegenwärtigen sozialen Wirklichkeit tendenziell ausgegrenzt oder sonst als minderwertig behandelt wurde. Die Diskriminierung stellt eine qualifizierte Art von Ungleichbehandlung von Personen in vergleichbaren Situationen dar, indem sie eine Benachteiligung eines Menschen bewirkt. Diese ist als Herabwürdigung oder Ausgrenzung einzustufen, weil sie an ein Unterscheidungsmerkmal anknüpft, das einen wesentlichen und nicht oder nur schwer aufgebaren Bestandteil der Identität der betreffenden Person ausmacht. Das Diskriminierungsverbot macht aber die Anknüpfung an ein verpöntes Merkmal nicht absolut unzulässig. Vielmehr begründet dieser Umstand zunächst den blossen Verdacht «einer unzulässigen Differenzierung». Die sich daraus ergebenden Ungleichbehandlungen sind infolgedessen «qualifiziert zu rechtfertigen».

In diesem rechtlichen Zusammenhang bewegt sich der Handlungsspielraum des kantonalen Gesetzgebers in engen Grenzen. Aus diesem Grund und um der Klarheit willen schien es sinnvoll und dem Ziel dienlich, die eingetragenen Partnerinnen und Partner in der gesamten kantonalen Gesetzgebung wie Ehepartnerinnen und Ehepartner zu behandeln.

## **3. ÄNDERUNGSTECHNIK FÜR BESTEHENDE GESETZE**

Die bisherigen Bestimmungen, welche den verheirateten Personen einen besonderen Status verleihen, müssen so geändert werden, dass diese Personen und die künftigen eingetragenen Partnerinnen und Partner nicht mehr unterschiedlich behandelt werden. Technisch gesehen wurden die Gesetzesänderungen auf zwei unterschiedliche Arten in den Entwurf eingeführt. Haben die anzubringenden Änderungen einen punktuellen Charakter, genügt es, die betreffenden Bestimmungen zu ergänzen, indem die eingetragenen Partnerinnen und Partner neben den Ehepartnerinnen und Ehepartnern erwähnt werden. Sind hingegen die Änderungen von grösserer Tragweite, wie zum Beispiel bei den Steuern, ist es besser, zu Beginn der betreffenden Erlasse eine allgemeine Klausel einzuführen, wonach die eingetragenen Partnerinnen und Partner wie Ehepartnerinnen und Ehepartner zu behandeln sind.

## **4. FAKTISCHE LEBENSGEMEINSCHAFTEN**

Der Bund hat die Annahme des Partnerschaftsgesetzes zum Anlass genommen, den Begriff der «faktischen Lebensgemeinschaften» in den Bundesbestimmungen über die Unvereinbarkeiten, die Ausstandsgründe und das



Zeugnisverweigerungsrecht einzuführen. Dieser Begriff umfasst eheähnliche Beziehungen zwischen zwei Personen gleichen oder unterschiedlichen Geschlechts, welche keine Ehe oder eingetragene Partnerschaft geschlossen haben.

Der vorliegende Entwurf beschränkt sich darauf, die Fälle der Unvereinbarkeiten, der Ausstandsgründe und des Zeugnisverweigerungsrechts auf die eingetragenen Partnerinnen und Partner auszudehnen. Die Berücksichtigung der besonderen Situation der Konkubinatspartner, gleichen oder unterschiedlichen Geschlechts, soll nämlich im Rahmen einer späteren generellen Überprüfung der bisherigen, in diesem Bereich anwendbaren Regelung erfolgen (siehe unten Ziffer 6.1).

## **5. ERLÄUTERUNGEN ZUM GESETZESENTWURF**

### **Artikel 1**

Der Entwurf hat eine doppelte Tragweite: Auf der einen Seite führt er das Partnerschaftsgesetz aus, auf der anderen Seite legt er die Wirkungen der eingetragenen Partnerschaft im selbstständigen kantonalen Recht fest. Die Umsetzung des Partnerschaftsgesetzes wird durch die Artikel 2 und 3 sowie durch einige in Artikel 4 angekündigte Änderungen vollzogen. Die Wirkungen der eingetragenen Partnerschaft auf das kantonale Recht werden durch die übrigen, in Artikel 4 angekündigten Änderungen geregelt.

### **Artikel 2**

Artikel 2 des Entwurfs verweist für das Verfahren der Partnerschaftsregistrierung – entsprechend dem vom Bundesrecht vorgezeichneten System – auf die Gesetzgebung über das Zivilstandswesen. Das Partnerschaftsgesetz führt einen neuen Zivilstand ein: «in eingetragener Partnerschaft» (Art. 2 Abs. 3 PartG; vgl. auch oben Ziffer 1). Es hält fest, dass die Willenserklärung der beiden Partnerinnen oder Partner von einer Zivilstandsbeamtin oder einem Zivilstandsbeamten beurkundet wird und die Urkunde von beiden unterschrieben werden muss (Art. 7 PartG).

Die betreffenden Bestimmungen werden in das Zivilstandsreglement eingefügt, unter Vorbehalt der Fragen bezüglich der Räumlichkeiten und der Zeit, zu der die Partnerschaft registriert wird (vgl. Art. 12 und 28 des durch den Entwurf geänderten Zivilstandsgesetzes).

Zu betonen ist, dass die vom Bundesrat gemäss Artikel 8 PartG in diesem Bereich zu erlassenden Ausführungsbestimmungen noch nicht verabschiedet sind.

### **Artikel 3**

Neben dem Erlass der in Artikel 2 vorgesehenen Bestimmungen für die Registrierung der Partnerschaft und den in Artikel 4 vorgesehenen Änderungen der ausführenden Gesetzgebung verlangt die Umsetzung des Partnerschaftsgesetzes vom kantonalen Gesetzgeber, dass er die Behörden bestimmt, die für die folgenden, von diesem Gesetz vorgesehenen Fälle zuständig sind: Verweigerung der Zustimmung des gesetzlichen Vertreters zur Partnerschaft, Ungültigkeit, Streitigkeit über Wirkungen der Partnerschaft, gerichtliche Auflösung (vgl. Art. 3, 9 und 10, 13 bis 17, 22, 27, 29 und 32 PartG). Angesichts der

ähnlichen Bestimmungen des Partnerschaftsgesetzes und des Zivilgesetzbuches über die Eheschliessung und die Scheidung ist es angebracht, die Streitigkeiten zwischen eingetragenen Partnerinnen oder Partnern gemäss den Bestimmungen für Ehepaare zu regeln (Art. 36 bis 60 EGZGB).

Es wäre an sich vorstellbar, die Regeln des Ausführungsgesetzes des Zivilgesetzbuches in diesem Entwurf zu wiederholen. Diese Lösung wäre indes formal unnötig schwerfällig. Zudem birgt sie ein Risiko: Bei späteren Änderungen könnten nämlich die auf Ehepaare anzuwendende Regelung und diejenige, die auf eingetragene Partnerinnen und Partner anzuwenden ist, voneinander abweichen.

Es wäre auch denkbar, das Einführungsgesetz des Zivilgesetzbuches so anzupassen, dass die eingetragenen Partnerinnen und Partner darin aufgenommen werden. Diese Lösung kommt jedoch nicht in Frage, da die eidgenössischen Bestimmungen nicht im Zivilgesetzbuch enthalten sind, sondern in einem eigenen Gesetz. Zudem wäre es schwierig, die Ausführungsbestimmungen zur eingetragenen Partnerschaft in die Struktur des Einführungsgesetzes zum Zivilgesetzbuch einzufügen: Da diese Partnerschaft keine Basis für die Gründung einer Familie bilden kann (vgl. oben Ziffer 1), darf sie nicht im Abschnitt über das Familienrecht geregelt werden.

Die im Entwurf gewählte Lösung besteht folglich darin, eine sinngemässe Anwendung der massgebenden Artikel des Ausführungsgesetzes des Zivilgesetzbuches vorzusehen. Sie lehnt sich dazu an die vom Bundesgesetzgeber gewählte Methode an. Das Partnerschaftsgesetz sieht nämlich vor, dass die auf das Scheidungsverfahren anzuwendenden Bestimmungen sinngemäss auf die gerichtliche Auflösung der Partnerschaft anzuwenden sind (Art. 35). Es ist zu betonen, dass dieser Verweis gemäss Bundesrat nicht nur die Bestimmungen des Zivilgesetzbuches über das Scheidungsverfahren, sondern auch die einschlägigen kantonalen Bestimmungen umfasst (vgl. Botschaft des Bundesrates, BBl 2002, S. 1349). Selbstverständlich muss diese sinngemässe Anwendung die Besonderheiten der eingetragenen Partnerschaft berücksichtigen. So hat das Partnerschaftsgesetz das System der Bedenkzeit bei einer Scheidung auf gemeinsames Begehren nicht übernommen (vgl. Art. 111 ZGB); Artikel 41 EGZGB, der die Verfahrensregeln für diese Frist aufstellt, gilt somit nicht für die eingetragenen Partnerinnen und Partner. Auch die Bestimmungen bezüglich der Kinder des Ehegatten können hier nicht angewandt werden, da es ihnen von Bundesrecht wegen nicht möglich ist, Kinder zu adoptieren, und sie auch nicht zu fortpflanzungsmedizinischen Verfahren zugelassen sind. Diese Besonderheiten werden aus didaktischen Gründen in Artikel 3 ausdrücklich vorbehalten.

### **Artikel 4**

Artikel 4 beinhaltet die Liste der Erlasse, die zu ändernde Bestimmungen enthalten, um so die Gleichbehandlung von eingetragenen Partnerinnen und Partnern und Ehepartnern zu gewährleisten. Angesichts ihrer grossen Zahl, werden die Änderungen im Anhang des Gesetzes eingefügt.

Die meisten dieser Änderungen bedürfen keiner besonderen Erläuterung: Sie setzen einfach die eingetragenen Partnerinnen und Partnern den Ehepartnerinnen und Ehe-



partnern gleich. In einigen Fällen bedarf diese Gleichsetzung grammatikalischer Anpassungen oder einer neuen Formulierung der Bestimmung, diese haben aber keinerlei Auswirkungen auf den materiellen Inhalt der betreffenden Bestimmungen. Änderungen dieser Art werden einzig zur Erinnerung in dieser Botschaft erwähnt.

Diejenigen Änderungen, die Besonderheiten aufweisen, werden hingegen nachfolgend erläutert.

#### **1. Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21.1)**

Die Änderungen der Artikel 6 und 7 bedürfen keiner besonderen Erläuterung.

In Artikel 8 berücksichtigt das Ersetzen des «Familienbüchleins» durch «Familienausweis» den Umstand, dass das Zivilstandsamt seit der Einführung des Systems Infostar keine Familienbüchlein an neu verheiratete Ehepaare mehr abgibt. Diese Büchlein werden durch Familienausweise in Form eines einfachen A4-Blattes ersetzt.

Zudem übernimmt Artikel 8 für die eingetragenen Partnerinnen und Partner aus dem Entwurf zur Änderung der Verordnung des Bundes über die Gebühren im Zivilstandswesen, der aller Voraussicht nach noch dieses Jahr verabschiedet wird, den Ausdruck «Partnerschaftsausweis».

#### **2. Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) (SGF 115.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **3. Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1)**

Dieser Entwurf nutzt die Aufnahme des Ausstandsgrundes des Bestehens einer eingetragenen Partnerschaft, um eine Lücke zu füllen. Artikel 15 Abs. 2 des geltenden Gesetzes erwähnt die Ehegattinnen und -gatten nicht, die ja rechtlich gesehen weder Verwandte noch Verschwägerter der fraglichen Personen sind.

#### **4. Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter (SGF 122.1.3)**

Der Bundesgesetzgeber behandelt die eingetragenen Partnerinnen und Partner auf dem Gebiet der beruflichen Vorsorge wie Ehegatten. Unter Berücksichtigung dieses Umstands und angesichts der Rechtsprechung des Bundesgerichts zu Artikel 8 Abs. 2 der Bundesverfassung (vgl. weiter oben Ziffer 2) wäre es nicht zulässig, im Gesetz über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter den Status der überlebenden eingetragenen Partnerinnen und Partner anders als denjenigen des überlebenden Ehegatten zu regeln. Dieses Gesetz muss demzufolge angepasst werden.

Die Einführung der Gleichbehandlung von eingetragenen Partnerinnen und Partnern und Ehegatten wirkt sich auf das gesamte Gesetz aus. Um unnötige Schwerfälligkeiten zu vermeiden, ist es besser, auf eine individuelle Anpassung

aller Bestimmungen zu verzichten und die Lösung zu übernehmen, die auch der Bundesgesetzgeber gewählt hat: Diese besteht in einer allgemeinen Klausel zu Beginn des Erlasses, welche festhält, dass die eingetragenen Partnerinnen und Partner den gleichen Status haben wie die Ehegatten.

#### **5. Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StGB) (SGF 122.70.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **6. Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG; SGF 122.73.1)**

Artikel 38a präzisiert, dass nur die bundesrechtlich eingetragenen Partnerinnen und Partner wie Ehegatten behandelt werden. Die nach dem Recht einiger Kantone vor dem Inkrafttreten des Partnerschaftsgesetzes eingetragenen Partnerschaften werden von dieser Bestimmung nicht erfasst. Diese Präzisierung ist nötig, um allfällige Auslegungsschwierigkeiten im Zusammenhang mit den Artikeln 83 Abs. 1 Bst. b und 117 Abs. 1 des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals zu vermeiden.

#### **7. Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **8. Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **9. Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1)**

Die Änderung von Artikel 55 Abs. 3 Bst. b bedarf keiner besonderen Erläuterung.

Die Artikel 65 Abs. 1 und 73 Abs. 2 enthalten derzeit eine Lücke. Die Schwägerschaft ist das bestehende Verhältnis zwischen einer Person und den Verwandten ihres Ehegatten (vgl. Art. 21 Abs. 1 ZGB). Die Artikel 65 Abs. 1 und 73 Abs. 2 umfassen offensichtlich nicht nur die Verwandten des Ehegatten, sondern auch den Ehegatten selber. Der vorliegende Entwurf sollte dazu genutzt werden, diese Lücke zu schliessen.

#### **10. Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **11. Gesetz vom 24. April 1990 über die Organisation des Verwaltungsgerichts (VGOG) (SGF 151.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **12. Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (SGF 190.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

**13. Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

**14. Zivilstandsgesetz vom 27. Februar 1986 (SGF 211.2.1)**

Artikel 12 wird gemäss dem System angepasst, das der Bundesrat im Entwurf zur Revision der Zivilstandsverordnung im Hinblick auf das Inkrafttreten des Partnerschaftsgesetzes, der im Januar 2006 in die Vernehmlassung ging, gewählt hat. Wie der Bundesrat im erläuternden Bericht dazu hervorhebt «muss die Beurkundung an einem Ort stattfinden, der es erlaubt, den öffentlichen Charakter des Anlasses zu gewährleisten [...]. Wie im Eheschliessungsverfahren ist es nicht denkbar, die Beurkundung im Freien durchzuführen. Das für Trauungen vorgesehene Lokal erfüllt [die von der Verordnung verlangten] Voraussetzungen und sollte daher in der Regel auch für die Eintragung der Partnerschaften benutzt werden. [...] Schon aus praktischen Überlegungen [ist] eine Benutzung der Trauungslokale nur für Eheschliessungen kaum zu rechtfertigen. [...]».

Die Änderung von Artikel 28 bedarf keiner besonderen Erläuterung.

**15. Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

**16. Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (SGF 222.4.3)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

**17. Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1)**

Die Änderung der Artikel 6 Abs. 1 Bst. c und 21 Abs. 2 bedarf keiner besonderen Erläuterung.

Die vollständige Änderung von Artikel 58 ist rein formell und betrifft dessen übereinstimmende Darstellung im deutschen und im französischen Text.

**18. Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (SGF 270.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

**19. Gesetz vom 11. Mai 1891 für die Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SGF 28.1)**

Nachdem der Artikel 111 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs durch das Partnerschaftsgesetz abgeändert wurde, gilt es nun, Artikel 36 Abs. 1 Bst. a des Gesetzes vom 11. Mai 1891 für die Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs entsprechend anzupassen und die eingetragenen Partnerinnen und Partner zu erwähnen.

Zudem muss der übrige Artikel 36 Abs. 1 Bst. a der aktuellen Bundeterminologie angepasst werden, indem der Begriff «verheiratete Frau» durch «Ehegatte» ersetzt wird.

**20. Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO) (SGF 32.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

**21. Gesetz vom 28. November 1990 über die Stipendien und Ausbildungsdarlehen (SGF 44.1)**

Die vorgeschlagenen Änderungen ergeben sich aus Artikel 27 Abs. 1 des Partnerschaftsgesetzes. Hat nach diesem Artikel eine Person Kinder aus einer früheren heterosexuellen Beziehung, so steht ihre Partnerin oder ihr Partner ihr in der Erfüllung der Unterhaltspflicht in angemessener Weise bei.

**22. Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1)**

Die in einem neuen Artikel 2a eingeführte Gleichstellung der eingetragenen Partnerinnen und Partner und der Ehepaare wird von der Revision des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der direkten Steuern vorgeschrieben. Der Bundesgesetzgeber will die Ehe und die eingetragene Partnerschaft steuerlich genau gleich behandeln, unabhängig von finanziellen Auswirkungen zugunsten oder zulasten der Partner.

Mit der Einführung einer allgemeinen Klausel in den neuen Artikel 2a können Fragen, welche die Gleichbehandlung von Ehe und eingetragener Partnerschaft in diesem Gesetz aufwirft, geregelt werden, mit Ausnahme eines Problems im Zusammenhang mit der Steuernachfolge. Da das Eherecht keine Vermögensverträge im Sinne vom Artikel 25 PartG kennt, muss zu diesem Punkt aus Gründen der Rechtssicherheit eine besondere Regelung vorgesehen werden (vgl. Art. 12 Abs. 3 des Änderungsentwurfs). Sonst wäre es möglich, dass solche Verträge zum Nachteil des Fiskus abgeschlossen werden. Zu betonen ist, dass Artikel 12 Abs. 3 derjenigen Bestimmung entspricht, welche im Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer diesen Punkt regelt.

**23. Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1)**

Die Änderung von Artikel 9 Abs. 3<sup>bis</sup> bedarf keiner besonderen Erläuterung.

Aus materieller Sicht ist es legitim, die eingetragenen Partnerinnen und Partner nicht von der Personalsteuer zu befreien (Art. 14 Abs. 3 Bst. b des Entwurfs). Würden eingetragene Partnerinnen wie verheiratete Frauen behandelt, so würden neue Ungleichheiten geschaffen: Die eingetragenen Partnerinnen wären gegenüber den Ehegatten im Vorteil.

**24. Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (SGF 635.1.1)**

Obwohl der Handlungsspielraum der Kantone bei den indirekten Steuern grösser ist als bei den direkten Steuern, ist es angezeigt, den eingetragenen Partnerinnen und

Partnern im Bereich der Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern einen ähnlichen Status zu verleihen wie den Ehegatten (vgl. Art. 9 Abs. 2 des Änderungsentwurfs). Das in Artikel 8 Abs. 2 der Bundesverfassung enthaltene Verbot der Diskriminierung aufgrund der gewählten Lebensform und dessen Auslegung durch das Bundesgericht lassen den Kantonen tatsächlich nur wenig Freiheiten (vgl. oben Ziffer 2).

#### **25. Gesetz vom 4. Mai 1934 betreffend die Einregistrierungsgebühren (SGF 635.2.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **26. Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1)**

Artikel 5 wird geändert, um die Bestimmungen des Partnerschaftsgesetzes zu berücksichtigen, welche eine Unterhaltspflicht für die eingetragenen Partnerinnen und Partner vorsehen (Art. 13 und 27 Abs. 1).

Die Änderung von Artikel 10 bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **27. Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1)**

Die von Artikel 27 PartG vorgesehene indirekte Unterhaltspflicht gegenüber den Kindern des Partners rechtfertigt eine Gleichstellung der Kinder der eingetragenen Partnerinnen und Partner und der Kinder des Ehegatten des Anspruchsberechtigten (Art. 7 Bst. c).

Die Änderung von Artikel 9 Abs. 2 bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **28. Gesetz vom 6. Juni 1991 über die Mutterschaftsbeiträge (SGF 836.3)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **29. Ausführungsgesetz vom 24. November 1995 zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG; SGF 842.1.1)**

Die Änderung von Artikel 10 bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **30. Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und Spielsalons (SGF 946.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **31. Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG) (SGF 952.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

#### **32. Gesetz vom 22. November 1988 über die Freiburger Kantonalbank (SGF 961.1)**

Diese Änderung bedarf keiner besonderen Erläuterung.

### **Artikel 5**

Das Gesetz, das die eingetragene Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung einführt, muss am gleichen Tag wie das Partnerschaftsgesetz, d. h. am 1. Januar 2007, in Kraft treten.

## **6. ERGEBNIS DES VERNEHMLASSUNGSVERFAHRENS**

Der Gesetzesvorentwurf zur Einführung der eingetragenen Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung wurde bei den politischen Parteien, den Direktionen des Staatsrats und bestimmten, durch die Revision unmittelbar betroffenen Dienststellen sowie bei den interessierten Organisationen (gemischte Freiburger Homosexuellen-Vereinigung «Sarigai» und Vereinigung «LAGO – Queer Organisation» der Universität Freiburg) in die Vernehmlassung gegeben. Er wurde sehr gut aufgenommen. Dennoch verdienen zwei in der Vernehmlassung aufgeworfene Fragen, in dieser Botschaft hervorgehoben zu werden.

### **6.1 Faktische Lebensgemeinschaften**

Zwei Vernehmlassungsadressaten bedauerten, dass der Entwurf nicht dazu genutzt wurde, die Situation von Konkubinatspaaren zu regeln, wie das im Bundesrecht getan wurde. Der vorliegende Entwurf bleibt dennoch bei der Lösung des Vernehmlassungsentwurfs. Eine eingehendere Prüfung der Bestimmungen, die geändert werden müssten, um den Begriff «faktische Lebensgemeinschaften» in die Regelungen über die Unvereinbarkeit, die Ausstandsgründe und das Zeugnisverweigerungsrecht aufzunehmen, hat gezeigt, dass man sich nicht darauf beschränken kann, diesen Begriff einfach in die bestehenden Bestimmungen aufzunehmen. Es ist unerlässlich, diesen Fragenkomplex umfassend zu prüfen und dabei insbesondere der veränderten Wahrnehmung der Familienbande, die seit Erlass der fraglichen Bestimmungen eingetreten ist, Rechnung zu tragen. Diese Notwendigkeit erfordert aber einen grossen Aufwand, der nicht vor dem 1. Januar 2007, dem Zeitpunkt, an dem die Regelung über die eingetragene Partnerschaft in Kraft treten muss, getätigt werden kann.

### **6.2 Änderung des Zivilstandsgesetzes**

Um allen in der Vernehmlassung geäusserten Ansichten Rechnung zu tragen, wird davon abgesehen, im Entwurf im Zusammenhang mit der eingetragenen Partnerschaft den Begriff «Zeremonie» zu verwenden. Die Bestimmung der Lokale, in denen die Partnerschaften eingetragen werden, richtet sich nach den Bestimmungen, die in der Revision der Zivilstandsverordnung vorgesehen sind (siehe dazu oben, Kommentar zur Änderung von Artikel 12 des Zivilstandsgesetzes).

## **7. AUFGABENTEILUNG ZWISCHEN STAAT UND GEMEINDEN**

Der Entwurf hat keinerlei Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es ist lediglich darauf hinzuweisen, dass die Gemeinden ihre Reglemente möglicherweise auch anpassen müssen.

## **8. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT UND ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM BUNDES- UND EUROPARECHT**

Artikel 14 Abs. 2 der Kantonsverfassung gewährleistet gleichgeschlechtlichen Paaren das Recht, ihre Partnerschaft registrieren zu lassen. Der vorliegende Entwurf erfüllt die Anforderungen dieser Bestimmung.

Dieser Entwurf entspricht selbstverständlich dem Bundesrecht, das seinerseits im Einklang mit der europäischen Reglementierung steht.

## **9. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN**

Wie der Bundesrat in seiner Botschaft (BBl 2002 S. 1370) festhält, ist die eingetragene Partnerschaft in den Ländern, die sie bisher eingeführt haben, nur eine Rand-

erscheinung. Ob sich das in ferner Zukunft ändern wird, ist offen. Auf jeden Fall ist in den nächsten Jahren kaum mit einer grundlegenden Veränderung der Verhältnisse zu rechnen.

Es ist also davon auszugehen, dass die finanziellen Auswirkungen der eingetragenen Partnerschaft, insbesondere im Steuerbereich, bescheiden ausfallen dürften. Die Umsetzung dieser Partnerschaft erfordert technische Massnahmen, in erster Linie die Anpassung der Software im Zivilstandswesen, in der Einwohnerkontrolle, im Steuer- und Sozialversicherungswesen. Der sich daraus ergebende zusätzliche Arbeitsaufwand kann indes von den betroffenen Einheiten bewältigt werden, ohne dass die Personalbestände erhöht werden müssten.

\_\_\_\_\_



## Loi

du

### inscrivant le partenariat enregistré dans la législation cantonale

---

#### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 18 juin 2004 sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe et sa réglementation d'exécution;

Vu l'article 14 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 25 avril 2005;

Sur la proposition de cette autorité,

#### *Décète:*

##### **Art. 1**

La présente loi met en œuvre la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe et y adapte la législation cantonale.

##### **Art. 2**

La procédure d'enregistrement du partenariat est régie par la législation sur l'état civil.

##### **Art. 3**

Les dispositions de la loi d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg relatives aux époux (art. 34 à 60) s'appliquent par analogie aux partenaires enregistrés, à l'exception des règles sur le délai de réflexion et de celles qui concernent les enfants.

## Gesetz

vom

### zur Einführung der eingetragenen Partnerschaft in die kantonale Gesetzgebung

---

#### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Bundesgesetz vom 18. Juni 2004 über die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare und dessen Ausführungsbestimmungen;

gestützt auf Artikel 14 Abs. 2 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 25. April 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

#### *beschliesst:*

##### **Art. 1**

Dieses Gesetz regelt den Vollzug des Bundesgesetzes über die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare und passt die kantonale Gesetzgebung an dieses an.

##### **Art. 2**

Das Verfahren zur Eintragung der Partnerschaft wird durch die Gesetzgebung über das Zivilstandswesen geregelt.

##### **Art. 3**

Die Bestimmungen des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg betreffend die Ehegatten (Art. 34–60), mit Ausnahme der Regeln über die Bedenkzeit und derjenigen über die Kinder, sind sinngemäss für die eingetragenen Partnerinnen und Partner anwendbar.

#### Art. 4

Les actes législatifs suivants sont modifiés selon les dispositions figurant dans l'annexe, qui fait partie intégrante de la présente loi:

1. la loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1);
2. la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (RSF 115.1);
3. la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) (RSF 122.0.1);
4. la loi du 15 juin 2004 relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux (RSF 122.1.3);
5. la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers) (RSF 122.70.1);
6. la loi du 29 septembre 1993 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RSF 122.73.1);
7. la loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1);
8. la loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6);
9. la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1);
10. le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) (RSF 150.1);
11. la loi du 24 avril 1990 d'organisation du Tribunal administratif (LOTA) (RSF 151.1);
12. la loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (RSF 190.1);
13. la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1);
14. la loi du 14 septembre 2004 sur l'état civil (LEC) (RSF 211.2.1);
15. la loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (LABLF) (RSF 222.3.1);
16. la loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (RSF 222.4.3);
17. la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1);

#### Art. 4

Die folgenden Gesetze werden gemäss den Bestimmungen im Anhang, der Bestandteil dieses Gesetzes ist, geändert:

1. das Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21.1);
2. das Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) (SGF 115.1);
3. das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) (SGF 122.0.1);
4. das Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtänner und der Kantonsrichter (SGF 122.1.3);
5. das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StGB) (SGF 122.70.1);
6. das Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG) (SGF 122.73.1);
7. das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1);
8. das Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6);
9. das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1);
10. das Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1);
11. das Gesetz vom 24. April 1990 über die Organisation des Verwaltungsgerichts (VGOG) (SGF 151.1);
12. das Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (SGF 190.1);
13. das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1);
14. das Zivilstandsgesetz vom 14. September 2004 (ZStG) (SGF 211.2.1);
15. das Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1);
16. das Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (SGF 222.4.3);
17. das Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1);

18. le code du 28 avril 1953 de procédure civile (RSF 270.1);
19. la loi du 11 mai 1891 concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (RSF 28.1);
20. le code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (CPP) (RSF 32.1);
21. la loi du 28 novembre 1990 sur les bourses et prêts de formation (RSF 44.1);
22. la loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1);
23. la loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1);
24. la loi du 1<sup>er</sup> mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1);
25. la loi du 4 mai 1934 sur les droits d'enregistrement (RSF 635.2.1);
26. la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1);
27. la loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1);
28. la loi du 6 juin 1991 sur les allocations de maternité (RSF 836.3);
29. la loi du 24 novembre 1995 d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LALAMal) (RSF 842.1.1);
30. la loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1);
31. la loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED) (RSF 952.1);
32. la loi du 22 novembre 1988 sur la Banque cantonale de Fribourg (RSF 961.1).

#### **Art. 5**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

---

18. die Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (SGF 270.1);
19. das Gesetz vom 11. Mai 1891 betreffend Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SGF 28.1);
20. die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO) (SGF 32.1);
21. das Gesetz vom 28. November 1990 über die Stipendien und Ausbildungsdarlehen (SGF 44.1);
22. das Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1);
23. das Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1);
24. das Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (SGF 635.1.1);
25. das Gesetz vom 4. Mai 1934 betreffend die Einregistrierungsgebühren (SGF 635.2.1);
26. das Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1);
27. das Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1);
28. das Gesetz vom 6. Juni 1991 über die Mutterschaftsbeiträge (SGF 836.3);
29. das Ausführungsgesetz vom 24. November 1995 zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) (SGF 842.1.1);
30. das Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und Spielsalons (SGF 946.1);
31. das Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG) (SGF 952.1);
32. das Gesetz vom 22. November 1988 über die Freiburger Kantonalbank (SGF 961.1).

#### **Art. 5**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2007 in Kraft.

---

## ANNEXE

### Modification d'actes législatifs

---

Les actes législatifs mentionnés à l'article 4 sont modifiés comme il suit:

#### 1. Loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1)

##### *Art. 6 al. 2*

<sup>2</sup> Les personnes majeures sont tenues de se présenter personnellement pour annoncer leur arrivée, à moins d'en avoir été dispensées pour de justes motifs par le préposé communal; un conjoint ou un partenaire enregistré peut toutefois faire l'annonce pour l'autre conjoint ou partenaire.

##### *Art. 7 let. g*

[La déclaration d'arrivée porte sur:]

- g) l'identité du conjoint ou du partenaire enregistré et des enfants mineurs faisant ménage commun avec l'intéressé;

##### *Art. 8 al. 3*

<sup>3</sup> Lorsqu'il y a un conjoint, un partenaire enregistré ou des enfants mineurs, la déclaration d'arrivée doit être complétée par la production d'un certificat de famille ou d'un certificat de partenariat.

#### 2. Loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (RSF 115.1)

##### *Art. 9 al. 2*

<sup>2</sup> De même, les parents en ligne directe d'une personne candidate ainsi que son conjoint ou la personne avec laquelle elle est liée par un partenariat enregistré ne peuvent être membres du bureau électoral.

## ANHANG

### Änderung bisherigen Rechts

---

Die in Artikel 4 aufgeführten Gesetze werden wie folgt geändert:

#### 1. Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21.1)

##### *Art. 6 Abs. 2*

<sup>2</sup> Volljährige Personen sind gehalten, persönlich vorzusprechen, um ihre Ankunft anzumelden, sofern sie nicht aus wichtigen Gründen vom Gemeindevorsteher davon befreit wurden; ein Ehegatte oder ein eingetragener Partner kann jedoch die Anmeldung für den andern Ehegatten oder den anderen Partner vornehmen.

##### *Art. 7 Bst. g*

[Die Ankunftserklärung enthält folgende Angaben:]

- g) die Namen des Ehegatten oder des eingetragenen Partners und der minderjährigen Kinder, die im gemeinsamen Haushalt mit der betreffenden Person leben;

##### *Art. 8 Abs. 3*

<sup>3</sup> Sind ein Ehegatte, ein eingetragener Partner oder minderjährige Kinder vorhanden, ist die Ankunftserklärung durch die Vorlage eines Familienausweises oder eines Partnerschaftsausweises zu vervollständigen.

#### 2. Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) (SGF 115.1)

##### *Art. 9 Abs. 2*

<sup>2</sup> Verwandte einer Kandidatin oder eines Kandidaten in gerader Linie, deren Ehegatten oder die Person, mit welcher sie in eingetragener Partnerschaft leben, dürfen ebenfalls nicht Mitglied des Wahlbüros sein.



**3. Loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) (RSF 122.0.1)**

**Art. 15 al. 2**

<sup>2</sup> Toutefois, pour les décisions qui n'entrent pas dans le champ d'application de ce code [*le code de procédure et de juridiction administrative*], les motifs de récusation sont limités aux cas dans lesquels les membres du Conseil d'Etat ainsi que leur conjoint ou conjointe, leur partenaire enregistré-e ou une autre personne avec laquelle ils se trouvent dans un rapport étroit de parenté, d'alliance, d'obligation ou de dépendance ont un intérêt personnel direct dans une affaire.

**4. Loi du 15 juin 2004 relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux (RSF 122.1.3)**

**Intitulé du Chapitre premier**

Dispositions générales

**Art. 1 titre médian**

Définition

**Art. 1a (nouveau) Partenariat enregistré**

En cas de partenariat enregistré, le partenaire survivant a les mêmes droits que le conjoint survivant.

**5. Loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers) (RSF 122.70.1)**

**Art. 111 al. 2**

<sup>2</sup> Le collaborateur ou la collaboratrice qui accomplit du service obligatoire au-delà de la durée prescrite par l'alinéa 1 a droit à 90% de son traitement s'il ou si elle est marié-e, vit en partenariat enregistré ou a charge de famille et à 70% de son traitement s'il ou si elle est célibataire, sans charge de famille.

**3. Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) (SGF 122.0.1)**

**Art. 15 Abs. 2**

<sup>2</sup> Bei Entscheiden, die nicht in den Geltungsbereich des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege fallen, beschränken sich jedoch die Ausstandsgründe auf die Fälle, in denen die Mitglieder des Staatsrates, ihre Ehegattin oder ihr Ehegatte, ihre eingetragene Partnerin oder ihr eingetragener Partner oder eine andere Person, mit der sie in einem engen Verwandtschafts-, Schwägerschafts-, Pflicht- oder Abhängigkeitsverhältnis stehen, an einem Geschäft ein unmittelbares persönliches Interesse haben.

**4. Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter (SGF 122.1.3)**

**Titel des 1. Kapitels**

Allgemeine Bestimmungen

**Art. 1 Artikelüberschrift**

Begriffe

**Art. 1a (neu) Eingetragene Partnerschaft**

Überlebende eingetragene Partner haben die gleiche Rechtsstellung wie der überlebende Ehegatte.

**5. Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StGB) (SGF 122.70.1)**

**Art. 111 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die länger als in Absatz 1 vorgesehen obligatorischen Dienst leisten, haben Anspruch auf 90% des Gehalts, wenn sie verheiratet sind, in einer eingetragenen Partnerschaft leben oder Familienunterhaltspflichten haben, und auf 70% des Gehalts, wenn sie ledig sind und keine Familienunterhaltspflichten haben.

**6. Loi du 29 septembre 1993 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RSF 122.73.1)**

**Chapitre VIIa (nouveau)**

Partenaires enregistrés

**Art. 38a (nouveau)**

Les partenaires enregistrés conformément aux dispositions de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe ont le même statut que les époux.

**7. Loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1)**

**Art. 12 al. 1 let. b, h et i**

[<sup>1</sup> Ne peuvent être membres simultanément de la même autorité judiciaire:]

- b) les conjoints et les partenaires enregistrés;
- h) les personnes dont les conjoints ou les partenaires enregistrés sont frères et sœurs;
- i) *abrogée*

**Art. 53 let. a et e**

[Un magistrat ou un collaborateur de l'ordre judiciaire ne peut prendre part à l'instruction ou au jugement d'une affaire ou à une nomination et doit se récuser lui-même:]

- a) si lui-même, son conjoint, son partenaire enregistré, un de ses parents ou alliés jusqu'aux degrés indiqués à l'article 12, sa fiancée ou son fiancé, le conjoint ou le partenaire enregistré de sa belle-sœur, de son beau-frère ou d'un de ses alliés au troisième degré, la personne dont il est le tuteur ou le curateur, ou encore le conjoint ou le partenaire enregistré de cette personne, y sont directement intéressés, même si le mariage ou le partenariat a été dissous;
- e) s'il est parent ou allié en ligne directe du mandataire d'une partie ou s'il est ou fut le conjoint ou le partenaire enregistré de ce mandataire.

**6. Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG) (SGF 122.73.1)**

**Kapitel 7a (neu)**

Eingetragene Partner

**Art. 38a (neu)**

Partner, die nach dem Bundesgesetz über die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare eingetragen sind, haben die gleiche Stellung wie die Ehegatten.

**7. Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1)**

**Art. 12 Abs. 1 Bst. b, h und i**

[<sup>1</sup> Es können nicht gleichzeitig derselben Gerichtsbehörde angehören:]

- b) Ehegatten und die eingetragenen Partner;
- h) Personen, deren Ehegatten oder eingetragene Partner verschwistert sind;
- i) *aufgehoben*

**Art. 53 Bst. a und e**

[Ein Richter oder Mitarbeiter des Gerichtswesens kann an einer Untersuchung oder am Urteil einer Sache oder an einer Ernennung nicht mitwirken und muss von selbst in den Ausstand treten:]

- a) wenn er selbst, sein Ehegatte, sein eingetragener Partner, einer seiner Verwandten oder Verschwägerten bis zu den in Artikel 12 bezeichneten Graden, seine Verlobte oder ihr Verlobter, der Ehemann oder die eingetragene Partnerin seiner Schwägerin, die Ehefrau oder der eingetragene Partner seines Schwagers, der Ehegatte, der eingetragene Partner eines dieser Verwandten dritten Grades, die Person, deren Vormund oder Beistand er ist, oder deren Ehegatte oder eingetragener Partner daran ein unmittelbares Interesse haben, selbst wenn die Ehe oder die Partnerschaft aufgelöst worden ist;
- e) wenn er mit dem Bevollmächtigten einer Partei in direkter Linie verwandt oder verschwägert ist, oder wenn er dessen Ehegatte oder eingetragener Partner ist oder war.

**8. Loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6)**

**Art. 4 al. 2 let. b, h et i**

[<sup>2</sup> Ne peuvent être simultanément membres de la Chambre:]

- b) les conjoints et les partenaires enregistrés;
- h) les personnes dont les conjoints ou les partenaires enregistrés sont frères et sœurs;
- i) *abrogée*

**Art. 10 al. 1 let. a et c**

[<sup>1</sup> Un membre de la Chambre ne peut prendre part à l'instruction ou au jugement et il doit se récuser lui-même lorsque y sont directement intéressés:]

- a) un parent jusqu'au quatrième degré ou un allié jusqu'au troisième degré, y compris la fiancée ou le fiancé, le conjoint ou le partenaire enregistré d'une belle-sœur ou d'un beau-frère, même dans les cas où le mariage ou le partenariat a été dissous;
- c) une personne dont il est le tuteur, le curateur ou le conseil légal ou encore le conjoint ou le partenaire enregistré de ladite personne;

**9. Loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1)**

**Art. 55 al. 3 let. b**

[<sup>3</sup> Ne peuvent être en même temps membres du conseil communal:]

- b) les conjoints et les partenaires enregistrés;

**Art. 65 al. 1**

<sup>1</sup> Un membre du conseil communal ne peut assister à la délibération d'un objet qui présente un intérêt spécial pour lui-même, son conjoint, son partenaire enregistré ou pour une personne avec laquelle il se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance.

**8. Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6)**

**Art. 4 Abs. 2 Bst. b, h und i**

[<sup>2</sup> Es können nicht gleichzeitig Mitglieder der Kammer sein:]

- b) Ehegatten und die eingetragenen Partner;
- h) Personen, deren Ehegatten oder eingetragene Partner verschwistert sind;
- i) *aufgehoben*

**Art. 10 Abs. 1 Bst. a und c**

[<sup>1</sup> Ein Mitglied der Kammer darf an der Untersuchung oder Urteilsfällung nicht teilnehmen und muss von sich aus in den Ausstand treten, wenn daran unmittelbar interessiert sind:]

- a) ein Verwandter bis zum vierten oder ein Verschwägerter bis zum dritten Grad. Darin inbegriffen sind die Verlobte oder der Verlobte, der Gatte oder die eingetragene Partnerin einer Schwägerin oder die Gattin oder der eingetragene Partner eines Schwagers, selbst nach Auflösung der Ehe oder der Partnerschaft;
- c) eine Person, deren Vormund, Beistand oder Beirat er ist, oder auch der Ehegatte oder der eingetragene Partner dieser Person;

**9. Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1)**

**Art. 55 Abs. 3 Bst. b**

[<sup>3</sup> Es können nicht gleichzeitig Mitglieder des Gemeinderates sein:]

- b) Ehegatten und eingetragene Partner;

**Art. 65 Abs. 1**

<sup>1</sup> Ein Mitglied des Gemeinderates darf der Behandlung eines Geschäftes nicht beiwohnen, an dem es selbst, sein Ehegatte oder sein eingetragener Partner oder eine Person, zu der es in einem engen Verwandtschafts-, Schwägerschafts-, Pflicht- oder Abhängigkeitsverhältnis steht, ein besonderes Interesse hat.

**Art. 73 al. 2**

<sup>2</sup> Il [le *collaborateur*] peut se récuser ou être récusé par le conseil communal lorsqu'il s'agit d'un objet qui intéresse son conjoint, son partenaire enregistré ou une personne avec laquelle il se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance.

**10. Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA) (RSF 150.1)**

**Art. 21 al. 1 let. a et d et al. 2**

[<sup>1</sup> La personne appelée à instruire une affaire, à prendre une décision ou à collaborer à la prise de celle-ci doit se récuser, d'office ou sur requête:]

- a) si elle-même, son conjoint, son partenaire enregistré, son fiancé, ses parents ou alliés en ligne directe, ou jusqu'au quatrième degré inclusivement en ligne collatérale, le conjoint ou le partenaire enregistré de la sœur ou du frère de son conjoint ou de son partenaire enregistré, la personne dont elle est le tuteur ou le curateur ou qui fait ménage commun avec elle sont directement intéressés à l'affaire;
- d) si elle est le mandataire d'une partie ou le parent, l'allié en ligne directe, le conjoint ou le partenaire enregistré du mandataire;

<sup>2</sup> La dissolution du mariage ou du partenariat ne fait point cesser le motif de récusation pour cause d'alliance.

**Art. 54 al. 2 let. a et b**

[<sup>2</sup> Peuvent refuser de témoigner:]

- a) les conjoints ou les partenaires enregistrés des parties et leurs parents et alliés en ligne directe et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement;
- b) les personnes que la révélation des faits sur lesquels elles sont interrogées exposerait à des poursuites pénales, à un grave déshonneur ou à un dommage pécuniaire certain, ou y exposerait leur conjoint, leur partenaire enregistré ou leurs parents ou alliés en ligne directe et au deuxième degré en ligne collatérale;

**Art. 73 Abs. 2**

<sup>2</sup> Sie [*die Mitarbeiter*] dürfen in den Ausstand treten und müssen es auf Verlangen des Gemeinderates tun, wenn ein Geschäft ihren Ehegatten, ihren eingetragenen Partner oder eine Person interessiert, zu der sie in einem engen Verwandtschafts-, Schwägerschafts-, Pflicht- oder Abhängigkeitsverhältnis stehen.

**10. Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1)**

**Art. 21 Abs. 1 Bst. a und d und Abs. 2**

[<sup>1</sup> Eine Person, die eine Angelegenheit zu instruieren, einen Entscheid zu treffen oder dabei mitzuwirken hat, muss von Amtes wegen oder auf Antrag in den Ausstand treten, wenn:]

- a) sie selbst, ihr Ehegatte, ihr eingetragener Partner, ihr Verlobter, ihre Verwandten oder Verschwägerten in gerader Linie oder bis und mit dem vierten Grad in der Seitenlinie, der Ehemann oder die eingetragene Partnerin der Schwester oder die Ehefrau oder der eingetragene Partner des Bruders ihres Ehegatten, ihres eingetragenen Partners, oder die Person, deren Vormund oder Beistand sie ist oder die mit ihr in gemeinsamem Haushalt lebt, an der Sache ein unmittelbares Interesse hat;
- d) sie Vertreter oder Beistand einer Partei ist oder mit dem Vertreter oder Beistand in gerader Linie verwandt oder verschwägert oder dessen Ehegatte oder eingetragener Partner ist;

<sup>2</sup> Die Auflösung der Ehe oder der Partnerschaft hebt den Ausstandsgrund der Schwägerschaft nicht auf.

**Art. 54 Abs. 2 Bst. a und b**

[<sup>2</sup> Das Zeugnis kann verweigert werden:]

- a) von den Ehegatten oder den eingetragenen Partnern der Parteien und von ihren Verwandten und Verschwägerten in gerader Linie und bis und mit dem vierten Grad in der Seitenlinie;
- b) über Fragen, deren Beantwortung den Zeugen, seinen Ehegatten, seinen eingetragenen Partner oder seinen Verwandten oder Verschwägerten in gerader Linie und im zweiten Grad der Seitenlinie einer Strafverfolgung, einer schweren Beeinträchtigung der Ehre oder einem sicheren Vermögensschaden aussetzen würde;



**11. Loi du 24 avril 1990 d'organisation du Tribunal administratif (LOTA) (RSF 151.1)**

**Art. 7 al. 2**

<sup>2</sup> Les incompatibilités sont régies par l'article 87 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 et par l'article 12 al. 1 de la loi d'organisation judiciaire. Si une alliance se forme à l'un des degrés prohibés, le membre du Tribunal qui l'a contractée est considéré comme démissionnaire.

**Art. 20 al. 2**

<sup>2</sup> Un greffier ne peut fonctionner dans une cour dont un membre est lié à lui par un des liens prévus à l'article 12 al. 1 de la loi d'organisation judiciaire.

**12. Loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (RSF 190.1)**

**Art. 14 al. 1**

<sup>1</sup> Lorsque des conjoints ou des partenaires enregistrés n'appartiennent pas à la confession de la même Eglise reconnue, ou lorsque seul l'un des deux appartient à la confession d'une telle Eglise, le droit d'imposer est divisé par moitié. Si le couple ou l'un de ses membres a des enfants, le droit d'imposer est réparti par tiers; le dernier tiers est réparti proportionnellement selon la confession des enfants.

**13. Loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1)**

**Art. 179 al. 1**

<sup>1</sup> Le président du tribunal d'arrondissement avise le conjoint survivant ou le partenaire enregistré survivant de la répudiation faite par les descendants.

**11. Gesetz vom 24. April 1990 über die Organisation des Verwaltungsgerichts (VGOG) (SGF 151.1)**

**Art. 7 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Unvereinbarkeiten werden durch Artikel 87 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 und durch Artikel 12 Abs. 1 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation geregelt. Das Mitglied des Gerichts, das eine Schwägerschaft in einem unvereinbaren Grade begründet, verzichtet damit auf sein Amt.

**Art. 20 Abs. 2**

<sup>2</sup> Ein Gerichtsschreiber darf an einem Gerichtshof nicht tätig sein, wenn er mit einem Mitglied dieses Gerichtshofes durch eine Beziehung nach Artikel 12 Abs. 1 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation verbunden ist.

**12. Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (SGF 190.1)**

**Art. 14 Abs. 1**

<sup>1</sup> Gehören Ehegatten oder eingetragene Partner nicht der Konfession derselben anerkannten Kirche an oder gehört nur einer von ihnen der Konfession einer solchen Kirche an, so wird das Besteuerungsrecht halbiert. Sind Kinder vorhanden, so wird das Besteuerungsrecht in drei Teile geteilt; das letzte Drittel wird entsprechend der Konfession der Kinder aufgeteilt.

**13. Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1)**

**Art. 179 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der überlebende Ehegatte oder der überlebende eingetragene Partner ist durch den Bezirksgerichtspräsidenten von der Ausschlagung der Erbschaft seitens der Nachkommen des Erblassers in Kenntnis zu setzen.

#### 14. Loi du 14 septembre 2004 sur l'état civil (LEC) (RSF 211.2.1)

**Art. 12** Salles des mariages et salles des partenariats enregistrés

<sup>1</sup> Les mariages sont en principe célébrés dans la salle des mariages de l'office d'état civil concerné.

<sup>2</sup> Les partenariats sont en principe enregistrés dans la salle de l'office de l'état civil choisie par les partenaires.

<sup>3</sup> Les mariages et les enregistrements des partenariats peuvent aussi avoir lieu dans d'autres salles officielles qui, sur la proposition d'une commune, ont été préalablement agréées par le Service. Le coût de telles salles reste à la charge de leur propriétaire, lequel peut percevoir des débours auprès des futurs mariés ou partenaires enregistrés.

<sup>4</sup> Les mariages et les enregistrements des partenariats peuvent avoir lieu ailleurs que dans une salle officielle, aux conditions fixées par le règlement d'exécution.

**Art. 28 al. 1**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe les moments durant lesquels les mariages et les enregistrements des partenariats peuvent avoir lieu.

#### 15. Loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (LABLF) (RSF 222.3.1)

**Art. 11 al. 2**

<sup>2</sup> Lorsque la chose louée sert de logement à la famille ou au couple et que le litige porte sur la validité du congé ou la prolongation du bail, le conjoint ou le partenaire enregistré du locataire est également convoqué, par pli recommandé séparé.

**Art. 17 al. 3**

<sup>3</sup> Le procès-verbal ou la décision est aussi notifié au conjoint ou au partenaire enregistré du locataire si les conditions énoncées à l'article 11 al. 2 sont réunies.

#### 14. Zivilstandsgesetz vom 14. September 2004 (ZStG) (SGF 211.2.1)

**Art. 12** Trauungsorte und Orte für die Eintragung von Partnerschaften

<sup>1</sup> Trauungen finden grundsätzlich im Trauungsort des betroffenen Zivilstandsamtes statt.

<sup>2</sup> Eintragungen von Partnerschaften finden grundsätzlich in dem von den Partnerinnen oder Partnern gewählten Lokal des Zivilstandsamtes statt.

<sup>3</sup> Trauungen und Eintragungen von Partnerschaften können auch in anderen offiziellen Lokalen, die auf den Vorschlag einer Gemeinde hin vom Amt zuvor gutgeheissen worden sind, stattfinden. Für die Kosten dieser Lokale kommen deren Eigentümer auf. Diese können von den Brautleuten oder den einzutragenden Partnerinnen oder Partnern eine Benutzungsgebühr erheben.

<sup>4</sup> Trauungen und Eintragungen von Partnerschaften können unter den im Ausführungsreglement festgelegten Bedingungen an einem anderen Ort als in einem offiziellen Lokal stattfinden.

**Art. 28 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Staatsrat legt die Zeiten für die Trauungen und die Eintragung von Partnerschaften fest.

#### 15. Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1)

**Art. 11 Abs. 2**

<sup>2</sup> Dient die gemietete Sache der Familie oder dem Paar als Wohnung und bezieht sich der Streit auf die Gültigkeit der Kündigung oder die Erstreckung des Mietverhältnisses, so wird auch der Ehegatte oder der eingetragene Partner des Mieters vorgeladen, und zwar mit eingeschriebener separater Post.

**Art. 17 Abs. 3**

<sup>3</sup> Das Protokoll oder der Entscheid wird auch dem Ehegatten oder dem eingetragenen Partner des Mieters eröffnet, sofern die Bedingungen nach Artikel 11 Abs. 2 erfüllt sind.

**16. Loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (RSF 222.4.3)**

**Art. 4 al. 2**

<sup>2</sup> Pour apprécier l'aptitude du titulaire du droit de préaffermage, on prend en compte également l'aptitude de son conjoint ou de son partenaire enregistré.

**17. Loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1)**

**Art. 6 al. 1 let. e**

[<sup>1</sup> L'exercice de l'office de notaire est incompatible:]

- e) avec l'exercice d'une activité professionnelle permanente en la forme commerciale, notamment celle de courtier en immeubles ou de tenancier d'établissement public; il y a également incompatibilité avec l'exercice par son conjoint ou par son partenaire enregistré des professions de courtier en immeubles et de tenancier d'établissement public.

**Art. 21 al. 2 let. a**

[<sup>2</sup> Il [*le notaire*] ne peut, de même, recevoir aucun acte dans lequel interviennent en qualité de partie:]

- a) ses descendants, ascendants, frères et sœurs, leurs conjoints ou partenaires enregistrés ainsi que son conjoint ou son partenaire enregistré;

**Art. 58** 2. Capacité

Ne peuvent être témoins:

- a) les personnes qui n'ont pas l'exercice des droits civils;
- b) celles qui ne savent ni lire ni écrire;
- c) les descendants, ascendants, frères et sœurs des parties, ainsi que leurs conjoints ou partenaires enregistrés, et les conjoints ou partenaires enregistrés des parties.

**18. Code du 28 avril 1953 de procédure civile (RSF 270.1)**

**Art. 214 al. 1 let. a et b**

[<sup>1</sup> Peuvent refuser de témoigner:]

**16. Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (SGF 222.4.3)**

**Art. 4 Abs. 2**

<sup>2</sup> Bei der Beurteilung der Eignung des Vorpachtberechtigten ist auch der Eignung seines Ehegatten oder seines eingetragenen Partners Rechnung zu tragen.

**17. Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1)**

**Art. 6 Abs. 1 Bst. e**

[<sup>1</sup> Die Ausübung des Notariatsberufes ist unvereinbar:]

- e) mit der Ausübung einer ständigen, in kaufmännischer Form geführten Berufstätigkeit, namentlich mit jener eines Liegenschaftsvermittlers oder Gastwirtes; Unvereinbarkeit besteht auch mit der Ausübung des Berufs eines Liegenschaftsvermittlers oder Gastwirtes durch seinen Ehegatten oder seinen eingetragenen Partner.

**Art. 21 Abs. 2 Bst. a**

[<sup>2</sup> Auch kann er keine Urkunde ausstellen, in welcher als Partei mitwirken:]

- a) seine Verwandten in gerader Linie, seine Geschwister, deren Ehegatten oder eingetragene Partner sowie sein Ehegatte oder sein eingetragener Partner;

**Art. 58** 2. Zeugenfähigkeit

Es können nicht als Zeugen mitwirken:

- a) Personen, die nicht handlungsfähig sind;
- b) Personen, die des Schreibens und Lesens unkundig sind;
- c) Verwandte in gerader Linie und Geschwister der Parteien und deren Ehegatten oder eingetragene Partner und die Ehegatten oder eingetragenen Partner der Parteien.

**18. Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (SGF 270.1)**

**Art. 214 Abs. 1 Bst. a und b**

[<sup>1</sup> Das Zeugnis können verweigern:]

- a) les conjoints ou les partenaires enregistrés des parties et leurs parents et alliés en ligne directe et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré;
- b) les personnes qui, par la révélation des faits sur lesquels elles sont interrogées, s'exposeraient à des poursuites pénales, à un grave déshonneur ou à un dommage pécuniaire certain, ou y exposeraient leur conjoint, leur partenaire enregistré, leurs parents ou alliés en ligne directe et en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré;

**19. Loi du 11 mai 1891 concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (RSF 28.1)**

*Art. 36 al. 1 let. a*

[<sup>1</sup> Sont admis à participer à la saisie dans les quarante jours, sans poursuite préalable (art. 111, loi fédérale):]

- a) le conjoint ou le partenaire enregistré du débiteur pour obtenir le paiement de tout ou partie de la reconnaissance ou de l'assignat non couvert par la réalisation du gage;

**20. Code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (CPP) (RSF 32.1)**

*Art. 78 let. a, d et e*

[Une personne peut refuser de témoigner lorsqu'elle revêt l'une des qualités suivantes:]

- a) conjoint, même divorcé, partenaire enregistré, même après dissolution du partenariat, ou fiancé du prévenu;
- d) sœur ou frère du prévenu, ou leur conjoint ou partenaire enregistré;
- e) sœur ou frère du conjoint ou du partenaire enregistré du prévenu, ou leur conjoint ou partenaire enregistré;

- a) die Ehegatten oder die eingetragenen Partner der Parteien und ihre Verwandten und Verschwägerten in gerader Linie und in der Seitenlinie bis zum vierten Grad;
- b) die Personen, die durch die Enthüllung der Tatsachen, über welche sie befragt werden, Strafverfolgungen, schwerer Schande oder einem sicheren Vermögensschaden ausgesetzt würden oder dadurch ihren Ehegatten, ihren eingetragenen Partner oder ihre Verwandten und Verschwägerten in gerader Linie und in der Seitenlinie bis zum zweiten Grad einem solchen Nachteil aussetzen würden;

**19. Gesetz vom 11. Mai 1891 für die Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SGF 28.1)**

*Art. 36 Abs. 1 Bst. a*

[<sup>1</sup> Während der vierzigtägigen Frist können auch ohne vorgängige Betreuung an einer Pfändung teilnehmen (Bundesgesetz, Art. 111):]

- a) der Ehegatte oder der eingetragene Partner des Schuldners behufs gänzlicher oder teilweiser Bezahlung ihres nicht durch Pfandverwertung gedeckten, aber anerkannten oder versicherten Vermögens;

**20. Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO) (SGF 32.1)**

*Art. 78 Bst. a, d und e*

[Das Zeugnis kann verweigern, wer dem Beschuldigten nahe steht als:]

- a) Ehegatte, selbst nach einer Scheidung, eingetragener Partner, selbst nach einer Auflösung der Partnerschaft, oder Verlobter;
- d) Schwester oder Bruder oder Ehegatte oder eingetragener Partner eines der Geschwister;
- e) Schwester oder Bruder des Ehegatten oder des eingetragenen Partners oder Ehegatte oder eingetragener Partner eines der Geschwister;



**21. Loi du 28 novembre 1990 sur les bourses et prêts de formation (RSF 44.1)**

**Art. 4** Caractère subsidiaire

Des subsides sont accordés lorsque les possibilités financières du requérant, de ses parents et de son conjoint ou de son partenaire enregistré ne suffisent pas à couvrir les frais de formation.

**Art. 12 al. 1 let. c**

[<sup>1</sup> Le montant des subsides est calculé en tenant compte, d'une part:]

- c) des possibilités financières du requérant et de son conjoint ou de son partenaire enregistré,

**22. Loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1)**

**Art. 2a (nouveau)** Partenaires enregistrés

Les partenaires enregistrés ont le même statut que les époux. Ce principe vaut également pour les contributions d'entretien durant le partenariat enregistré ainsi que pour les contributions d'entretien et la liquidation des biens découlant de la suspension de la vie commune ou de la dissolution du partenariat.

**Art. 12 al. 3 (nouveau)**

<sup>3</sup> Le partenaire enregistré survivant est responsable jusqu'à concurrence de sa part héréditaire et du montant qu'il reçoit en vertu d'une convention sur les biens au sens de l'article 25 al. 1 de la loi fédérale du 18 juin 2004 sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe.

**21. Gesetz vom 28. November 1990 über die Stipendien und Ausbildungsdarlehen (SGF 44.1)**

**Art. 4** Subsidiarität

Die Ausbildungsbeiträge werden gewährt, wenn die finanziellen Möglichkeiten des Bewerbers, seiner Eltern und seines Ehegatten oder seines eingetragenen Partners nicht ausreichen, um die Ausbildungskosten zu decken.

**Art. 12 Abs. 1 Bst. c**

[<sup>1</sup> Für die Berechnung der Höhe der Ausbildungsbeiträge werden berücksichtigt einerseits:]

- c) die finanziellen Möglichkeiten des Bewerbers und seines Ehegatten oder seines eingetragenen Partners,

**22. Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1)**

**Art. 2a (neu)** Eingetragene Partner

Die Stellung der eingetragenen Partner entspricht derjenigen der Ehegatten. Dies gilt auch für die Unterhaltsbeiträge während der eingetragenen Partnerschaft sowie für die Unterhaltsbeiträge und die vermögensrechtliche Auseinandersetzung bei einer Trennung oder einer Auflösung einer eingetragenen Partnerschaft.

**Art. 12 Abs. 3 (neu)**

<sup>3</sup> Der überlebende eingetragene Partner haftet mit seinem Erbteil und dem Betrag, den er aufgrund einer vermögensrechtlichen Regelung im Sinne von Artikel 25 Abs. 1 des Bundesgesetzes vom 18. Juni 2004 über die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare erhalten hat.

### 23. Loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1)

#### *Art. 9 al. 3<sup>bis</sup>*

<sup>3bis</sup> En cas de mariage ou d'enregistrement d'un partenariat entre personnes du même sexe, le droit de percevoir les impôts dus pour la partie de la période fiscale qui précède le mariage ou l'enregistrement du partenariat appartient à la commune de domicile des époux après le mariage ou à celle des partenaires après l'enregistrement du partenariat.

#### *Art. 14 al. 3 let. b*

[<sup>3</sup> Sont exemptés de l'impôt personnel:]

b) les femmes mariées; les partenaires enregistrés ne sont pas exemptés;

### 24. Loi du 1<sup>er</sup> mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1)

#### *Art. 9 al. 2 (nouveau)*

Les partenaires enregistrés ont le même statut que les époux.

### 25. Loi du 4 mai 1934 sur les droits d'enregistrement (RSF 635.2.1)

#### *Art. 4 al. 6*

<sup>6</sup> Sont exceptées les transmissions ou mutations de biens qui s'opèrent en ligne directe par suite de décès ou de convention successorale ainsi que celles qui s'opèrent entre époux ou entre partenaires enregistrés.

#### *Art. 76 let. f*

[Sont exempts du paiement des droits:]

f) les acquisitions tenant lieu de partage total ou partiel entre parents, ou consécutives à de telles opérations, lorsqu'elles portent sur des objets provenant de ligne directe; ces acquisitions sont par ailleurs exonérées lorsqu'elles sont opérées entre ces parents et le conjoint ou le partenaire enregistré survivant;

### 23. Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1)

#### *Art. 9 Abs. 3<sup>bis</sup>*

<sup>3bis</sup> Bei Heirat oder Eintragung einer Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare fallen die Steuern, die für den Teil der Steuerperiode vor der Heirat oder der Eintragung der Partnerschaft geschuldet werden, der Wohngemeinde der Ehegatten nach der Heirat beziehungsweise der Wohngemeinde der Partner nach der Eintragung der Partnerschaft zu.

#### *Art. 14 Abs. 3 Bst. b*

[<sup>3</sup> Von der Personalsteuer sind befreit:]

b) verheiratete Frauen; eingetragene Partner sind nicht davon befreit;

### 24. Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (SGF 635.1.1)

#### *Art. 9 Abs. 2 (neu)*

<sup>2</sup> Die Stellung der eingetragenen Partner entspricht derjenigen der Ehegatten.

### 25. Gesetz vom 4. Mai 1934 betreffend die Einregistrierungsgebühren (SGF 635.2.1)

#### *Art. 4 Abs. 6*

<sup>6</sup> Ausgenommen sind Handänderungen in gerader Linie von Todes wegen oder infolge einer erbrechtlichen Übereinkunft sowie Handänderungen zwischen Ehegatten oder eingetragenen Partnern.

#### *Art. 76 Bst. f*

[Von der Bezahlung der Gebühren sind befreit:]

f) der Grundstückserwerb, der einer vollständigen oder teilweisen Teilung unter Verwandten gleichkommt oder als Folge solcher Operationen erfolgt, sofern Grundstücke aus gerader Linie übertragen werden; ein solcher Erwerb ist auch von der Steuerpflicht befreit, wenn er zwischen diesen Verwandten und dem überlebenden Ehegatten oder eingetragenen Partner erfolgt;

elles sont également exonérées si elles sont opérées entre ces parents et le conjoint divorcé lorsqu'elles portent sur des objets acquis sur la base d'un jugement de divorce, ou entre ces parents et le partenaire enregistré après dissolution du partenariat, lorsqu'elles portent sur des objets acquis sur la base de la liquidation des biens découlant de la dissolution du partenariat;

## 26. Loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (RSF 831.0.1)

### *Art. 5* Subsidiarité

L'aide sociale est accordée dans la mesure où la personne dans le besoin ne peut pas être entretenue par sa famille ou ses proches conformément aux dispositions du code civil suisse ou de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe ou ne peut pas faire valoir d'autres prestations légales auxquelles elle a droit.

### *Art. 10* b) Conjoints et partenaires enregistrés

Chaque conjoint ou partenaire enregistré a un domicile d'aide sociale indépendant.

## 27. Loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1)

### *Art. 7 let. c*

[Sont considérés comme enfants donnant droit aux allocations familiales:]

c) les enfants du conjoint ou du partenaire enregistré de l'ayant droit;

### *Art. 9 al. 2*

<sup>2</sup> L'exercice de ce droit appartient à l'ayant droit ou à son représentant légal, à son conjoint ou son partenaire enregistré, à ses parents ou grands-parents ainsi qu'au tiers ou à l'autorité pouvant exiger, conformément à l'article 12, que les allocations familiales lui soient versées.

er ist auch befreit, wenn Grundstücke, die aufgrund eines Scheidungsurteils erworben wurden, zwischen diesen Verwandten und dem geschiedenen Ehegatten übertragen werden oder wenn Grundstücke, die aufgrund der güterrechtlichen Auseinandersetzung bei der Auflösung der eingetragenen Partnerschaft erworben wurden, zwischen diesen Verwandten und dem eingetragenen Partner nach Auflösung der Partnerschaft übertragen werden;

## 26. Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SGF 831.0.1)

### *Art. 5* Subsidiarität

Die Sozialhilfe wird gewährt, soweit der Bedürftige von seiner Familie oder seinen Angehörigen nicht gemäss den Bestimmungen des Schweizerischen Zivilgesetzbuches oder des Bundesgesetzes über die eingetragene Partnerschaft gleichgeschlechtlicher Paare unterhalten werden kann und keine anderen gesetzlichen Leistungen geltend machen kann, auf die er Anspruch hat.

### *Art. 10* b) Ehegatten und eingetragene Partner

Ehegatten oder eingetragene Partner haben je einen eigenen Sozialhilfe-Wohnsitz.

## 27. Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1)

### *Art. 7 Bst. c*

[Der Anspruch auf Familienzulagen besteht für:]

c) Kinder des Ehegatten oder des eingetragenen Partners des Anspruchsberechtigten;

### *Art. 9 Abs. 2*

<sup>2</sup> Der Anspruch kann durch den Bezugsberechtigten oder seinen gesetzlichen Vertreter, seinen Ehegatten, seinen eingetragenen Partner, seine Eltern oder Grosseltern sowie durch Drittpersonen oder Behörden geltend gemacht werden, die gemäss Artikel 12 verlangen können, dass die Familienzulagen ihnen ausgerichtet werden.

**28. Loi du 6 juin 1991 sur les allocations de maternité (RSF 836.3)**

**Art. 7 al. 1**

<sup>1</sup> Peuvent exercer le droit à l'allocation de maternité l'ayant droit ou son représentant légal, son conjoint ou sa partenaire enregistrée ainsi que le tiers ou l'autorité désignés à l'article 10.

**29. Loi du 24 novembre 1995 d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LALAMal) (RSF 842.1.1)**

**Art. 10 al. 1**

<sup>1</sup> L'Etat accorde des réductions de primes aux assurés, aux couples et aux familles de condition économique modeste.

**30. Loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1)**

**Art. 27** Décès du titulaire de la patente

En cas de décès du titulaire de la patente, le conjoint ou le partenaire enregistré survivant, les enfants ou l'associé de l'exploitant peuvent continuer l'exploitation du salon de jeu, sans être au bénéfice de la patente, jusqu'à l'échéance de celle-ci, dans la mesure où ils remplissent les conditions de l'article 26.

**31. Loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED) (RSF 952.1)**

**Art. 27 al. 2**

<sup>2</sup> La condition énumérée à l'alinéa 1 let. e doit également être remplie par le conjoint ou le partenaire enregistré de l'exploitant et les autres personnes faisant ménage commun avec lui, dans la mesure où ils sont appelés à exercer des responsabilités dans l'exploitation de l'établissement.

**28. Gesetz vom 6. Juni 1991 über die Mutterschaftsbeiträge (SGF 836.3)**

**Art. 7 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Anspruch auf den Mutterschaftsbeitrag kann von der Anspruchsberechtigten oder ihrem gesetzlichen Vertreter, ihrem Ehegatten oder ihrer eingetragenen Partnerin sowie von der in Artikel 10 bezeichneten Drittperson oder Behörde geltend gemacht werden.

**29. Ausführungsgesetz vom 24. November 1995 zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) (SGF 842.1.1)**

**Art. 10 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Staat gewährt Versicherten, Paaren und Familien in wirtschaftlich bescheidenen Verhältnissen Prämienverbilligungen.

**30. Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und Spielsalons (SGF 946.1)**

**Art. 27** d) Tod des Patentinhabers

Stirbt der Patentinhaber, so können der überlebende Ehegatte oder eingetragene Partner, die Kinder oder der Geschäftspartner des Betreibers den Betrieb des Spielsalons bis zum Ablauf des Patentes weiterführen, ohne selbst ein Patent zu besitzen, falls sie die in Artikel 26 angeführten Bedingungen erfüllen.

**31. Gesetz vom 24 September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG) (SGF 952.1)**

**Art. 27 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die in Absatz 1 Bst. e genannte Voraussetzung muss ebenfalls vom Ehegatten oder vom eingetragenen Partner des Betriebsführers und den übrigen Personen, die mit ihm in gemeinsamem Haushalt leben, erfüllt werden, soweit diese bei der Betriebsführung eine verantwortliche Stellung einnehmen.



**Art. 34** Exceptions

<sup>1</sup> En cas de décès du titulaire de la patente, le conjoint ou le partenaire enregistré survivant, les enfants ou l'associé de l'exploitant peuvent continuer l'exploitation sans être au bénéfice d'un certificat de capacité professionnelle, durant le temps nécessaire, fixé par l'autorité, pour obtenir ce certificat.

<sup>2</sup> Le conjoint ou le partenaire enregistré bénéficie du même droit lorsque le titulaire de la patente cesse son activité d'exploitant à la suite d'un divorce, d'une séparation ou d'une dissolution judiciaire du partenariat.

**Art. 35 al. 2**

<sup>2</sup> Exceptionnellement, sa validité [*celle du certificat de capacité*] dépasse les cinq ans si, dès l'année qui a suivi l'examen, son titulaire a collaboré effectivement à l'exploitation d'un établissement en qualité de membre de la famille, de partenaire enregistré ou de personne assumant des responsabilités.

**32. Loi du 22 novembre 1988 sur la Banque cantonale de Fribourg (RSF 961.1)**

**Art. 16 al. 2**

<sup>2</sup> Ne peuvent faire partie simultanément des organes de la Banque les époux, les partenaires enregistrés, les parents et alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, deux personnes dont les conjoints ou les partenaires enregistrés sont frères et sœurs ainsi que les associés et employés d'une même entreprise.

**Art. 34** Ausnahmen

<sup>1</sup> Stirbt der Patentinhaber, so können der überlebende Ehegatte, der eingetragene Partner, die Kinder oder der Geschäftspartner des Betriebsführers den Betrieb ohne Fähigkeitsausweis während der für die Erlangung dieses Ausweises nötigen Zeit, die von der Behörde festgesetzt wird, weiterführen.

<sup>2</sup> Dasselbe gilt für den Ehegatten oder den eingetragenen Partner, wenn der Patentinhaber nach einer Scheidung oder einer Trennung oder nach einer gerichtlichen Auflösung der Partnerschaft die Betriebsführung aufgibt.

**Art. 35 Abs. 2**

<sup>2</sup> Ausnahmsweise gilt der Ausweis länger als fünf Jahre, wenn der Inhaber seit dem Jahr nach der Prüfung als Familienmitglied, als eingetragener Partner oder als Verantwortlicher tatsächlich bei der Betriebsführung mitgewirkt hat.

**32. Gesetz vom 22. November 1988 über die Freiburger Kantonalbank (SGF 961.1)**

**Art. 16 Abs.2**

<sup>2</sup> Ehegatten, eingetragene Partner, Eltern, Schwägerinnen oder andere Verwandte bis und mit dem dritten Grade, zwei Personen, deren Ehegatten oder eingetragene Partner verschwistert sind sowie Gesellschafter und Angestellte eines gleichen Unternehmens können nicht gleichzeitig den Organen der Bank angehören.